



EL JARIDA

ORGANE DU PARTI DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

MARS 1969 N° 4



EL FATAH F.L.N. ou F.N.L. ?
(lire page 3)

**SERVICE NATIONAL :
CAPORALISATION
DE LA JEUNESSE**

Ce qui est caché derrière l'instauration du service national pour la jeunesse : l'échec de la politique gouvernementale de mobilisation des jeunes. (Lire article page 10)

**APRES LE COUP DE FORCE
CONTRE LA DIRECTION SYNDI-
CALE, LE F.L.N. S'ATTAQUE
AUX UNIONS LOCALES**

Après avoir interdit le droit de grève, saisi les publications syndicales, éliminé les responsables syndicaux élus par les travailleurs, aujourd'hui, c'est aux principes mêmes du syndicalisme que le pouvoir algérien s'attaque. (Lire nos articles pages 4 et 5)

VOILA LE SOCIALISME...

Parmi les 200 membres que compte le Conseil National Economique et Social (C.N.E.S.), créé récemment, on trouve des P.D.G., des directeurs généraux, des présidents de Chambres de commerce, etc. et pas un seul ouvrier !

ET L'ANTI-IMPERIALISME

Boumedienne s'est taillé à bon compte une réputation de dur dans le conflit israélo-arabe. Le verbalisme révolutionnaire et la surenchère démagogique peuvent tromper beaucoup de monde. Mais la vérité finit toujours par se savoir.

Est-il vrai que l'accord pétrolier avec le milliardaire américain Getty (dont le soutien financier à Israël n'est pas un mystère) comporte la restitution à ce dernier des biens qu'il possède en Algérie et qui avaient été confisqués au lendemain du 5 juin 1967 à titre de sanction ?



Qu'en est-il exactement de la politique économique du pouvoir algérien ? Résoudra-t-elle les problèmes aigus de la misère et du chômage ?

(lire page 6)

**1968
ANNEE DE
LA FUITE
EN AVANT**

L'ANNEE 1968 fut solennellement proclamée par Boumedienne « année du parti ». Elle a été celle de sa déconfiture. Faillite reconnue officiellement par Kaïd Ahmed quand il déclara : « Nous ne sommes pas au rendez-vous fixé, nous avons vu trop grand ».

Dévoré par les crises intérieures, le soi-disant parti du F.L.N. est demeuré ce qu'il a toujours été : un rassemblement de parasites vivant, selon le mot de son responsable unique, à « côté de la nation » (et, pour être plus précis, sur le dos du peuple).

Les campagnes d'explication, de confiance, d'adhésion, de réadhésion et de réexplication se sont toutes soldées par des échecs définitifs. Dès lors, la seule issue qui reste au F.L.N. pour effacer ses insuccès, c'est la fuite en avant. Ne pouvant construire un parti, il désorganise l'U.N.E.A. (février-mars 1968) et réussit, grâce à la complicité de dirigeants syndicaux corrompus, à étouffer l'U.G.T.A. dont la base, en réunissant ses congrès, commençait à émettre des critiques de

fond et à redéfinir des mots d'ordre plus justes.

L'ANNEE 1968 a été aussi marquée par l'aggravation des luttes de sommet. Bourgeoise d'Etat aux appétits toujours plus énormes, compradores enrichis par les grosses affaires et capitalistes rendus plus avides par des gains faciles se disputent à présent un gâteau apparemment inépuisable. Ces rivalités se sont concrétisées sous la forme de sourdes luttes d'appareil — chaque clan cherchant à renforcer sa position au sein du pouvoir d'Etat — ou encore sous celle d'une concurrence sans merci entre les féodalités politico-économiques qui se partagent l'Algérie (et le droit d'exploiter impunément les travailleurs algériens), en chasses gardées qu'elles tentent, par tous les moyens d'élargir encore plus.

Cette course aux privilèges revient cher et il faut toujours plus d'argent pour faire face à toutes les exigences, aussi, la seule issue, c'est la fuite en avant par l'augmentation des

suite page 2.

Sous le titre « l'opposition d'extrême-gauche fait des ouvertures au président Boumedienne », le journal Le Monde du 26-1-69, fait état d'une lettre adressée par la direction de l'ex-ORP au colonel Boumedienne pour lui proposer une réconciliation.

Cet appel est loin d'être le premier, mais c'est certainement le plus pressant. Dans l'Humanité du 14-12-68 on parlait d'un précédent appel à l'union de toutes les forces anti-impérialistes et dans lequel le P.A.G.S. parlait des dernières « mesures positives », les approuve, les soutient et travaille à leur application.

Il est évident qu'il n'y aurait aucun commentaire à faire car, après tout le prétendu P.A.G.S. est libre de définir la voie qui lui plaît si cette politique ne se traduit, dans certains milieux des syndicats ouvriers et étudiant par une propagande ouvertement défaitiste et une pratique capitaliste dont le but non avoué, mais réel, est de désarmer les ouvriers et les étudiants face à un pouvoir de plus en plus offensif. Les militants révolutionnaires et socialistes ne peuvent, dans ces conditions, se taire. Leur devoir est de dénoncer fermement ces manœuvres qui sont d'un apport précieux à la politique de force de l'Etat algérien.

Sans avoir à revenir sur les positions, maintes fois répétées, de l'ex-P.C.A., représentant patenté du révisionnisme

moderne dans notre pays — bien qu'il se cache sous l'appellation mystifiante de parti de l'avant-garde socialiste, — nous nous penchons sur les fondements mêmes de son analyse de la nature de classe de l'Etat algérien.

1°. On constate que cette analyse, dont l'aboutissement est la justification du socialisme spécifique, ne présente aucune spécificité.

Elle est la conséquence d'une résolution, votée à Moscou en 1960 par 81 partis communistes, qui recommandait, pour les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine la formation d'Etat de « démocratie nationale ». Nous manquons de place ici pour nous étendre sur cette théorie opportuniste, issue de la politique de « coexistence pacifique » et qui tend à faire coexister, dans un même pays, des classes antagonistes. Nous nous contenterons de citer un paragraphe très significatif de l'article de Jean Chesneau : Qu'est-ce que la démocratie nationale ? (« La Pensée », N° 118, décembre 1964) : « Le caractère spécifique et

transitoire de l'Etat de démocratie nationale sera dû au fait qu'il ne sera pas l'Etat d'une classe, ni même de deux classes : les ouvriers et les paysans ; ce ne sera pas non plus la dictature d'une ou deux classes. Ce sera un Etat incarnant les intérêts de toute la partie patriote de la Nation qui aura à réprimer les classes réactionnaires renversées. La direction, politique de la vie de la société sera exercée par l'ensemble des classes patriotes, par le bloc des partis démocratiques et non par une classe ou par un parti ; mais par ailleurs, les rapports qui s'établiront entre les classes démocratiques au pouvoir victorieuses de la réaction et groupées au sein d'un front national signifieront à la fois l'alliance durable de ces classes, une lutte entre elles, en vue de mieux assurer la prospérité du pays... »

L'Etat de démocratie nationale n'est pas l'Etat d'une classe mais au contraire il incarne les intérêts de toute la partie patriote de la Nation. Cela signifierait donc qu'une fois l'indépendance acquise, la bourgeoisie

nationale aurait les mêmes intérêts que la classe ouvrière ou la paysannerie pauvre. On ne voit pas non plus pourquoi cette bourgeoisie serait anti-impérialiste ?

En fait, ces thèses escamotent la lutte des classes aux yeux des masses et, de ce fait, ne peuvent empêcher la bourgeoisie de la pratiquer quotidiennement pour modifier constamment le rapport de force à son profit. Le régime de démocratie nationale devient donc une mystification qui introduit la confusion et la démobilisation chez les travailleurs et aboutit au renforcement de la bourgeoisie, comme cela peut être constaté dans de nombreux pays, dont l'Algérie. A la limite, il peut conduire au massacre de centaines de milliers de militants révolutionnaires comme ce fut le cas en Indonésie.

Le régime de démocratie nationale crée le mythe d'une lutte de classes projetée à l'extérieur, comme celui d'un front de toutes les classes contre l'impérialisme : vue dangereuse s'il en est car elle réduit les masses à l'impuissance devant la trahison

LE PARTI D'AVANT-GARDE EN

1968 année de la fuite en avant

impôts qui touchent essentiellement les petites gens (artisans, commerçants, paysans), l'accélération du pillage des ressources minières et énergétiques du sous-sol algérien, la mise en vente des biens dits du peuple : fermes, immeubles, fonds de commerce, l'accroissement de l'exportation de main-d'œuvre source de devises. Les sociétés nationales se multiplient car elles sont un moyen légal de distribution de revenus aux bourgeois d'Etat en même temps qu'une couverture pour la pénétration de capitaux étrangers. La sol-disant industrialisation n'est qu'un alibi mais elle revient cher, car elle se caractérise par des centaines de milliards engloutis dans des achats de matériel et de marchandises qui ne serviront probablement à rien. Le recours à l'épargne privée et aux investissements de nationaux n'est, en fait, qu'un moyen pour donner une respectabilité à des capitaux « mal acquis ». La lutte contre le sous-développement des zones désertifiées est une façon comme une autre de laisser tomber des miettes aux féodalités de l'intérieur qui s'estimaient défavorisées.

L'ANNEE 1968 a surtout été marquée — et c'est la conséquence directe de la politique économique du pouvoir — par l'accroissement de la misère populaire, en dépit de la reprise des livraisons de blé par les Américains, et du chômage, malgré le soi-disant effort industriel qui a, pour principale caractéristique, de ne pas créer d'emplois.

La dégradation des conditions d'existence dans les villes et les campagnes, les échecs répétés en matière de scolarisation, la crise du logement et le dénuement rural en matière d'habitat et de santé ont eu pour effet d'accroître le mécontentement populaire qui, malgré la répression, s'exprime tout haut (comme en témoigne la résolution d'une fédération du F.L.N. qui demande au pouvoir de prendre des mesures pour « empêcher les gens de critiquer dans les cafés »). Ici aussi, la seule issue qui reste au pouvoir, c'est l'escalade dans la politique de force contre les étudiants, les ouvriers, les jeunes (que l'on veut briser par l'instauration du service national), les mendiants et les cirqueurs (qui ont fait l'objet d'une décision gouvernementale), etc.

Face au mécontentement des masses, la bourgeoisie se hâte de mettre en place une force d'intervention disciplinée dont le rôle sera de mater toutes revendications populaires, si légitimes soient-elles.

Mais l'on ne se contente pas d'agiter le bâton, on se lance aussi dans les discours démagogiques et la surenchère verbale dans la question du Moyen-Orient, ce qui flatte l'orgueil national (mais ne réussit pas à masquer des compromis douteux), on accorde une place de choix au folklore et au football — nouvel opium du peuple — on répète, à longueur de journée, que l'Etat est fort et stable, on permet la généralisation du maraboutisme, la pratique des superstitions moyenâgeuses...

MAIS l'année 1968 a été aussi celle qui a vu la décomposition des oppositions bourgeoises, digérées plus ou moins par le régime ; d'anciens opposants notoires sont aujourd'hui des hommes d'affaires bien établis. Elle a vu aussi la fin des illusions petites-bourgeoises de l'opposition dite de gauche, en l'occurrence ce qui reste de l'O.R.P., devenue, pour la circonstance, « Parti de l'Avant-garde Socialiste » : la dernière lettre de Hadjeres, ancien secrétaire du P.C.A. et membre du « comité central » du P.A.G.S. au président Boumedienne, consacre d'une façon publique l'opportunisme de ce groupe, auquel nous consacrerons, par ailleurs, une brève analyse.

POUR ce qui est du P.R.S., l'année 68 a été une année capitale dans le sens de la clarification idéologique et de la définition des grandes lignes d'une stratégie de la révolution socialiste en Algérie.

En se démarquant par rapport aux différents opposants et en plaçant son combat sur le terrain de la lutte des classes, le P.R.S. se définit beaucoup plus en tant que mouvement révolutionnaire que comme un courant d'opposition. En évitant de faire de la « tactique » — c'est-à-dire de s'enfermer dans le cadre d'une conjoncture étroite et fluctuante — il a pu analyser la situation globale et pénétrer d'une façon plus approfondie au cœur de la réalité algérienne.

Le P.R.S. ne croit pas détenir le monopole de la lutte révolutionnaire ni même celui de l'organisation du parti d'avant-garde. Il se considère comme un noyau de militants révolutionnaires, travaillant dans le sens de la prise de conscience des masses populaires algériennes et, plus particulièrement, du prolétariat. Aussi, accorde-t-il de l'importance à toutes les actions — si minimes soient-elles — qui vont dans le même sens, même si elles se déroulent en dehors de lui. Cette attitude qui crée un terrain favorable à la multiplication des initiatives à la base dans le domaine concret a eu, pour conséquence, d'entraîner des conceptions nouvelles en matière d'organisation et de responsabilité.

Le P.R.S. considère que l'étape actuelle est celle de la construction d'un parti autonome du prolétariat (parti d'avant-garde) : en effet, le mécontentement, si fort soit-il, ne pourra aboutir à rien (et c'est sur cela que compte le pouvoir), s'il n'existe pas un mouvement organisé, détachement avancé des masses laborieuses, fer de lance et guide de l'action révolutionnaire des masses populaires. La construction de ce mouvement est la tâche urgente à laquelle doivent s'atteler, dès à présent, tous ceux — où qu'ils soient — qui en ont compris la nécessité.

Les facteurs de la création d'un parti d'avant-garde sont au nombre de deux :

— LUTTE IDEOLOGIQUE pour diffuser les idées justes du socialisme, pour expliquer la situation et déterminer les tâches révolutionnaires du moment et, ce, dans tous les domaines ;

— LUTTE DE CLASSES. Il n'y a pas de petites luttes. Tous les combats menés sur le terrain : revendications, manifestations, protestations sont valables car, dès à présent, ils se situent, qu'on le veuille ou non, dans le sens de l'histoire et dans le cadre de la lutte des classes.

C'est la jonction de ces deux facteurs qui permettra la naissance du parti d'avant-garde. Les tâches qui découlent de ces choix sont multiples mais, au premier rang, nous pouvons placer la formation de militants socialistes au sein même du prolétariat et l'analyse rigoureuse de la société algérienne, de ses structures de classes, de ses lois de fonctionnement afin de doter le processus révolutionnaire d'une théorie scientifique à sa mesure.

Mais l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Aussi, le P.R.S. croit-il fermement que, dans les conditions actuelles de la production en Algérie, les luttes des masses ne pourront que s'élargir quels que soient les coups que le pouvoir porte à leurs organisations (ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'on constate une escalade de la politique de force).

En posant correctement les problèmes théoriques et pratiques de la construction du parti d'avant-garde, en œuvrant sans relâche à l'analyse et à l'explication de la réalité sociale et économique de l'Algérie, en prenant parti et en expliquant ses positions dans tous les problèmes qui se posent aux travailleurs de notre pays, en aidant à la définition de la théorie révolutionnaire et en se lançant dans la pratique de la formation, le P.R.S. apporte sa contribution consciente et résolue à l'apparition d'une aube nouvelle !

de la bourgeoisie (exemple de la guerre des six jours).

Comment est justifiée, aux yeux des masses, la lutte pour la formation d'un tel type d'Etat ? Par la théorie du double aspect du pouvoir d'Etat. Cette théorie est développée d'une façon permanente depuis plusieurs années par l'O.R.P. Elle consiste à découvrir, au sein de la société algérienne, deux contradictions systématiques : l'une au sein du pouvoir, entre un aspect progressiste et un aspect réactionnaire et l'autre au sein du peuple, entre « l'avant-garde socialiste » et les masses populaires.

De ce fait la lutte globale n'est pas une lutte entre deux classes antagonistes, mais une lutte politique verticale, menée au niveau du pouvoir d'Etat.

La solution de cette double contradiction est dans la constitution d'un « front anti-impérialiste démocratique et populaire » qui regrouperait les forces patriotiques, socialistes et progressistes où qu'elles se trouvent.

Les masses se voyant confier un rôle de groupe de pression ; ce qui est clairement exprimé dans les mots d'ordre « réalités » du P.A.G.S. (et les promesses de Ben Bella avant 1965).

Est-ce que cette analyse est correcte ? Est-il vrai que la contradiction du pouvoir soit entre un aspect progressiste et un aspect réactionnaire, personnalités aujourd'hui par Boumediène d'une part et Kaid Ahmed d'autre part (hier c'était Ben Bella d'un côté et Boumediène de l'autre) ?

Est-il vrai qu'il existe une contradiction symétrique chez les masses et que ce qu'elles ont de mieux à faire c'est d'arbitrer les conflits du sommet ?

Il est clair que la contradiction du sommet n'est pas une contradiction principale de la société algérienne ; les 2 aspects reflètent une complémentarité entre la politique de force et la politique de promesses. Les luttes de sommet sont des luttes politiques entre les divers courants de la bourgeoisie qui ne remettent pas du tout en cause la nature de classe de l'Etat algérien.

2°. Il s'agit de définir où se place la contradiction principale de la société algérienne et, à notre sens elle se trouve précisément entre les classes exploitées (ouvriers et paysans) et les classes exploiteuses (bourgeois et féodaux). Le problème est de définir l'aspect principal de cette contradiction ainsi que le rapport de force.

Il est vrai, bien sûr, qu'il existe des contradictions secondaires au sein des masses mais c'est justement le rôle du parti d'avant-garde que de les résoudre. La tâche qui revient aux masses est donc de tout mettre en œuvre pour parvenir à la création de ce parti.

3°. Revenons à la question de la nature de l'Etat. Il est clair que l'Algérie ne peut être dirigée à la fois par le peuple et ses ennemis. L'Etat algérien apparaît comme étant l'instrument de domination des classes exploiteuses et c'est contre lui que le prolétariat, facteur de destruction de la bourgeoisie algérienne, alliée et relai de l'impérialisme, doit construire son instrument de lutte : le parti d'avant-garde.

4°. Du point de vue des conséquences, les positions du prétendu P.A.G.S. reviennent donc à nier :

- le caractère bourgeois de l'Etat algérien,
- la réalité des luttes de classes à l'intérieur du pays,
- le caractère antagonique de la contradiction Etat bourgeois et prolétariat,
- la possibilité d'une révolution socialiste dans notre pays.

Et à affirmer :

- la nécessité de la collaboration de classes et, en fait de la soumission du prolétariat à la bourgeoisie et l'acceptation du système d'exploitation.
- la croyance en une possibilité de luttes anti-impérialistes dans un pays où la bourgeoisie-croupion est au pouvoir.

5°. Ces propositions signifient, en fait, que le prolétariat ne doit pas avoir une stratégie propre, mais que sa tâche est de soutenir tel ou tel clan du pouvoir jugé progressiste ou réactionnaire, selon des critères parfaitement subjectifs et extérieurs à l'Algérie et, en particulier, l'état des relations avec l'Union Soviétique. Une telle ligne est appelée « réaliste ». En fait, depuis bien longtemps, elle ne porte plus qu'un seul nom : celui de l'opportunisme petit-bourgeois.



Lors de l'agression impérialo-sioniste contre les Etats arabes, en juin 1967, le P.R.S. avait pris des positions nettes en dénonçant les caractères expansionnistes et réactionnaires d'Israël, en situant clairement la responsabilité des Etats arabes dans la défaite, en recherchant les véritables causes dans leur nature de classes, et en préconisant comme seule issue révolutionnaire la guerre du peuple.

« Ainsi, aux termes de cette analyse, il nous apparaît clairement que les peuples se retrouvent « tragiquement seuls » face à l'agression violente de l'impérialisme et à l'oppression de ses valets et de ses alliés installés au pouvoir. Dans cette lutte inégale, mais juste, les peuples ont à leur disposition une arme implacable qui, si elle est bien employée, peut conduire à la victoire. Cette arme, contre l'agression impérialiste, directe ou indirecte, c'est la guerre populaire. Les victoires quotidiennes du peuple héroïque du Vietnam sont là pour nous l'enseigner. »

« ...La défaite actuelle n'est pas celle des masses arabes, mais c'est celle d'un type de pouvoir qui a montré combien il était fragile. Dans cette crise, les révolutionnaires du monde arabe doivent puiser des forces nouvelles pour renforcer et consolider le poids des masses devenu déterminant à la suite de l'atteinte sérieuse portée au prestige et à la puissance de l'armée, seul pilier du régime. Un travail inlassable doit nous amener à tirer toutes les leçons, à renforcer la confiance des masses dans leur propre capacité, à mobiliser toutes les énergies pour armer idéologiquement le peuple et renforcer son organisation en vue de la lutte contre l'impérialisme et ses représentants à l'intérieur du pouvoir ». (Bulletin de Liaison N° 13 du P.R.S., juillet-août 1967).

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Dans leur quasi généralité, les gouvernements arabes sont d'accord pour un règlement politique sur la base de la résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967. Il en est autrement du côté sioniste qui, sous le prétexte fallacieux d'une négociation directe entre les parties concernées, se refuse, en fait, à prendre la dite résolution comme base d'un règlement et cherche à brouiller les cartes, tout en affirmant son intention de conserver les territoires occupés (comme cela a été fait, et réussi par le passé). Que l'on se rappelle le massacre de Dar Yassin et autres opérations de ce genre dont le but était de terroriser les populations palestiniennes et de

provoquer leur départ. Ce qui se passe en Cisjordanie et à Gaza depuis deux ans découle du même esprit et des mêmes desseins.

Toute la vérité, dépouillée des palabres et des justifications, c'est que, depuis 1947, inexorablement, les ambitions du sionisme mondial se développent au détriment de populations innocentes, soumises depuis 20 ans à une répression systématique et chassées en masse de leur pays. Aussi peut-on douter de l'efficacité de toute solution intervenant de l'extérieur et qui, au mieux, ne ferait qu'amener d'autres échecs et d'autres affrontements.

C'est cette vérité implacable qu'a comprise le peuple arabe de Palestine encore enfermé dans le brouillard de sa négation mais dont les actions se multiplient, s'étendent, provoquant du côté sioniste des réactions violentes de représailles à la fois contre les civils des territoires occupés et les pays arabes limitrophes : Jordanie, Egypte et, tout dernièrement le Liban.

Cet engrenage une fois enclenché et sauf imprévu (solution rapide intervenant de l'extérieur), il ira crescendo dans le sens de la radicalisation des positions et le centre de gravité du conflit se déplacera progressivement pour mettre face à face la résistance palestinienne — placée en état de légitimité, sans contestation possible — et le sionisme, sous son véritable visage hégémonique, rasciste et colonisateur.

Ce tournant pris, il s'agit de savoir si les Arabes ont pris conscience de cette nouvelle situation pour accorder la priorité à cette lutte de libération que seuls, sont aptes à mener à bien ces palestiniens mûris par l'épreuve et dont la jeune génération n'a connu, pour toute existence, que la promiscuité des camps et la misère des baraquements de réfugiés.

Dans cette phase capitale de l'histoire des peuples arabes, plus que jamais la parole est aux révolutionnaires et aux jeunes générations qui ne dissocient pas leur avenir de celui des masses populaires dans leurs luttes contre l'exploitation, l'injustice et la réaction. Le sionisme, en dehors de son caractère externe et raciste, poursuit le même but que tous les Etats des pays arabes qui maintiennent les peuples sous la domination d'une minorité de privilégiés et d'exploiteurs, alors qu'en paroles, ils se targuent de libérer la Palestine un jour ou l'autre.

Le caractère que prendra la résistance palestinienne et sa lutte de libération dépend essentiellement des rapports qu'elle entretiendra avec les pouvoirs en place. Car il

EL FATAH F.L.N ou F.N.L ?

est clair — et toutes les défaites précédentes contre Israël l'ont montré — que les Etats arabes feront tout ce qui est en leur pouvoir pour dévoyer cette lutte et l'empêcher de prendre une forme qui pourrait mettre en danger leur propre existence. En quelque sorte, l'alternative est entre la forme F.L.N. et la forme F.N.L.

Une lutte armée et la large mobilisation des masses ne suffisent pas pour que le mouvement s'engage de façon irrémédiable dans la voie du socialisme — l'exemple du F.L.N. est, à ce titre, très significatif — ce qui est important, c'est le contenu idéologique du mouvement, la nature de classes de sa direction ainsi que les alliances qu'il contracte. Tous les révolutionnaires arabes doivent être conscients du risque que court le mouvement de libération palestinien dans ses rapports avec les Etats arabes. Il est certain que ces derniers feront tout ce qui est en leur pouvoir pour récupérer le mouvement et faire servir la lutte armée du peuple palestinien à leurs propres objectifs diplomatiques. Il est clair aussi que la radicalisation de la résistance palestinienne et son élan victorieux mettront les peuples arabes face à leurs dirigeants et entraîneront des processus de libération dans l'ensemble des pays arabes, à l'image de la révolution vietnamienne, — dont le caractère exemplaire a largement dépassé les frontières du Sud-Est asiatique.

La période qui vient est une période importante, car elle sera la période durant laquelle les mouvements de résistance vont être amenés à se préciser de plus en plus du point de vue idéologique.

Si, au départ, les organisations de résistance se sont constituées contre la volonté des Etats arabes et celle du mouvement officiel O.L.P., il est certain, qu'avec la généralisation de la lutte et le développement de leur implantation dans les territoires occupés, les mouvements de résistance peuvent, eux aussi, connaître leur « congrès de la Soummam ». La conséquence en serait catastrophique, car la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie bureaucratique prenant la tête du mouvement, elles l'entraîneraient irrémédiablement à des compromissions avec l'impérialisme, sous le couvert d'un règlement pacifique.

Nous le voyons bien, la lutte de libération palestinienne concerne tous les révolutionnaires arabes car c'est aussi leur propre avenir qui est en jeu. A ce titre, leur soutien résolu doit trouver les meilleures formes pour s'exprimer et aider à la clarification, toujours plus nécessaire, du mouvement de libération palestinien.

Le 2 février 1969, le F.L.N. a décidé d'interdire toute activité aux U.L. d'Alger. Les locaux syndicaux ont été fermés. Cette mesure n'a rien d'étonnant en soi car elle est le couronnement logique de la politique de démantèlement de l'organisation syndicale entreprise par le F.L.N. sous la haute direction de Kaïd Ahmed.

Après avoir réussi, grâce au coup de force du 29 octobre 1968, à éliminer un sommet syndical défaillant, le F.L.N. s'attaque maintenant à tous les îlots de résistance ouvrière qu'il rencontre à la base, notamment dans les centres urbains. Car le F.L.N. est très clair : il s'agit d'éliminer « certains responsables syndicaux qui constituent un frein à la rénovation de l'U.G.T.A. » (il faut comprendre qui refusent la tutelle du parti).

Prenons le cas de l'Union locale d'Alger-Centre (U.L.A.C.) qui était la principale visée par cette mesure. Cette Union a tenu son congrès d'une façon tout à fait régulière les 28, 29 et 30 juin dernier — et ce, malgré l'opposition de la Fédération du Grand-Alger du F.L.N. qui, le 27 juin, adressait aux travailleurs dans les entreprises une lettre leur demandant de s'abstenir de participer au congrès de l'U.L.A.C. L'Union régionale d'Alger avec l'aide du P.D.G. de la SONAREM (en même temps secrétaire national de l'U.G.T.A.) avait fait tout son possible pour empêcher la tenue de ce congrès, qui fut, cependant, un succès.

La commission exécutive qui y fut élue, désigna une commission préparatoire au III^e Congrès national de l'U.G.T.A. conformément, d'ailleurs, aux décisions du F.L.N. de décembre 1967. Le parti ne voulut pas reconnaître cette commission et la fit dissoudre. Il exigea la désignation d'une nou-

velle commission sous son contrôle direct : les mêmes membres furent reconduits. On comprend, dès lors, la fureur du parti qui exige la tenue d'un autre congrès de l'U.L.A.C. La commission exécutive ne pouvait accepter, de son plein gré, une pareille exigence. Le résultat fut la mesure d'interdiction des activités.

La F.T.E.C. (Fédération des travailleurs de l'enseignement et de la culture) a connu la même mésaventure. En effet, désormais pour appartenir aux commissions préparatoires du congrès, il faut être membre du F.L.N. cela nous rappelle les pratiques fascistes de l'Italie de Mussolini.

Depuis le 2 février dernier, le F.L.N. s'est dépêché de convoquer de soi-disant congrès des Unions locales et des Fédérations, afin de préparer le congrès national de l'U.G.T.A. dont la date a été fixée au début avril 1969.

Si tout se passe « bien », ce congrès aura pour résultat de mettre le syndicat sous la tutelle de Kaïd Ahmed, un propriétaire terrien, un homme de main de la bourgeoisie, un réactionnaire : celui-là même qui recommandait aux travailleurs de ne manger qu'une fois par jour et un seul plat — et qui n'hésite pas à faire expulser des familles entières pour se faire construire une villa.

Le congrès de l'U.G.T.A. est donc, d'ores et déjà, en voie de préfabrication sous la direction d'un homme de main de Kaïd Ahmed : Ben Guettat, (lui-même propriétaire terrien et négociant en vins, ancien U.D.M.A., comme son patron). Parallèlement à cette préparation active, une campagne de syndicalisation intensive est menée en vue de noyer les militants syndicalistes dans une masse de fonctionnaires, de chômeurs ou de commerçants.

comment se sont déroulés les congrès des unions

Les mensonges de la presse officielle tendent à faire croire que les congrès des U.L. qui se sont tenus sous la direction du FLN l'ont été démocratiquement. La relation ci-dessous apporte des éclaircissements sur ce qui s'est passé réellement à Bab-El-Oued. Cela a été le même scénario à Oran, à Hussein-Dey ou à Mostaganem.

1^o La préparation du congrès a été faite suivant les consignes de « vigilance » données par les responsables du F.L.N. :

- le service d'ordre a été trié sur le volet ;
- le commissariat national du Grand-Alger, les fédérations du parti, les membres (choisis) de la commission régionale furent invités à participer (en force), aux travaux du congrès syndical ;
- les listes des candidats à la future commission exécutive ainsi que celles des commissions furent composées à l'avance de façon à en éliminer tous les éléments syndicalistes et socialistes. Il en fut de même pour les résolutions.
- les membres du service d'ordre avaient reçu comme consigne de suivre et de surveiller tous les déplacements, tous les gestes et toutes les discussions que pourraient avoir les éléments connus pour leur désaccord avec la ligne tracée par le parti.

2^o Le déroulement du congrès a eu lieu dans une atmosphère lourde qui se lisait facilement sur les visages des congressistes. Les intrigues et les manœuvres de couloir furent nombreuses. Les responsables du parti, chargés de l'opération, tenaient des réunions dans tous les coins. Le Bureau devant présider les travaux du congrès avait été formé à l'avance.

Après la présentation des rapports de pure forme et la lecture de documents préparés pour les besoins de la cause, les congressistes ont pu obtenir la parole. Bien que les éléments les plus combatifs aient été éliminés du congrès et malgré l'atmosphère chargée de menaces, des délégués de la base n'hésitèrent pas à exprimer le point de vue des travailleurs des entreprises. Il suffit d'écouter quelques interventions pour saisir la situation des ouvriers et employés de notre pays.

— Abdelwahab (domaine agricole Boudjemaâ, région d'El-Achour) : « Mes frères congressistes, nous sommes dans la misère, la vie coûte cher, nous n'avons pas d'al-

locations familiales, nous sommes privés d'eau et d'électricité. Nous, les ouvriers agricoles, nous sommes exploités par l'U.N.C.A.C., par la C.O.R.A. et, surtout, par la Banque nationale d'Algérie. Nous demandons la création d'une banque agricole... »

C'est un mensonge, nous n'avons jamais été bénéficiaires. On nous empêche d'acheter des machines agricoles qui coûtent 4.000 D.A. et on nous oblige à les louer chez des privés à 20.000 D.A. par an : c'est le prix de cinq machines. Pendant les dernières pluies, alors qu'on cherchait des « guilouines » pour protéger nos enfants, les gestionnaires réveillonnaient dans le domaine même au champagne et au poulet. Voilà, mes frères notre situation, donc je ne peux parler ni de parti ni d'U.G.T.A. Même le préfet et la gendarmerie nous empêchent de nous organiser ».

— TOUHAMI (domaine d'El-Biar) : « Au nom de Dieu, clément et miséricordieux, si les Juifs ont agressé les pays arabes, chez nous c'est les « juifs » algériens qui exploitent les travailleurs algériens. Nous continuons à être des esclaves.

Nous gagnons 8 D.A. par jour. Le ministère vient de nous adresser une circulaire interdisant à tous les ouvriers agricoles de posséder une chèvre ou une vache. Que voulez-vous ? Cette chèvre ou cette vache nous permettait de donner du lait à nos enfants, maintenant, avec les 8 D.A. qu'on gagne, on nous a obligé à acheter le lait à 1 D.A. le litre chez les propriétaires de vaches. Halte au mensonge, on nous a jamais donné de bénéfices ».

— DERDOUME' Mohamed (domaine Zaoui) : « Nous sommes pour l'unité des travailleurs, sans l'unité nous ne pouvons régler nos problèmes. Nous vivons dans la misère. Nous passons des contrats avec les épiciers et les boulangers, car, les bouchers, nous ne les connaissons pas. Nous gagnons 8 D.A. Nous produisons beaucoup, mais nous ne savons pas où va la marchandise. Ce sont des étrangers qui font la commercialisation ».

« Le temps du syndicalisme revendicatif est révolu ». (Kaïd Ahmed).

« Les travailleurs doivent augmenter la production et la productivité ». (Ben Guettat).

Il faut souligner que toute l'activité du F.L.N. et de ses permanents se résume à la mise en place de ce syndicat d'un nouveau type. Il faut regretter aussi que de soi-disant responsables syndicaux — tels Lockmane et autres — se retrouvent aux côtés des Ben Guettat et Mansouri pour liquider l'U.G.T.A.

Il est encore trop tôt pour tirer toutes les conséquences de cette caporalisation de l'U.G.T.A. mais il est évident pour tout le monde que ce qui est en cause aujourd'hui, ce ne sont plus les hommes, mais le principe même du syndicalisme.

Peut-on penser que le chantage et l'intimidation, de même que la disparition de leur organisation syndicale, pourront empêcher les travailleurs de réagir à leur exploitation et de défendre leurs intérêts ?

Il est clair que la lutte ne fait que commencer. Une bataille a été perdue. Les causes et les responsabilités devront en être clairement établies. Mais la nouvelle situation a au moins un avantage, c'est qu'elle permet de démasquer les ennemis des ouvriers et des travailleurs tant dans l'appareil syndical qu'à l'extérieur. Les travailleurs sauront désormais à quoi s'en tenir quant au caractère de classe de l'Etat — qui apparaît nettement comme le défenseur des exploités.

Les travailleurs comprennent de jour en jour, dans la pratique même, que la lutte des classes est une réalité et qu'en face d'eux la bourgeoisie a su forger ses instruments de domination : l'Etat et le parti.

Il appartient aux travailleurs — et à eux seuls — de forger, sans plus tarder, l'instrument de leur libération : le parti d'avant-garde et de reconstruire, à partir de la base, leur organisation de classe : le syndicat.

locales ?

— MENIA (enseignement) : « En Algérie, le problème de la scolarisation devient de plus en plus grave. A cela s'ajoute la suppression de la formation des maîtres. On importe des coopérants qui, souvent, ne sont d'aucune utilité. En examens de 6^e, il y a eu 21.950 candidats : on ne pouvait en accueillir que 6.000. Le ministère de l'éducation a refusé de mettre à la disposition des élèves les manuels faits par les Algériens, et a préféré en importer d'Irak ou du Liban... Nous demandons une réforme de l'enseignement ».

— GUERI Amar (R.S.T.A.) : « Chaque fois qu'on revendique, on nous parle de déficit, de syndicat gestionnaire. Je vous dirais, mes chers frères, que la R.S.T.A. est dirigée par une seule famille. Les travailleurs sont divisés : il y a la politique des clans et des licenciements abusifs ».

— SAIDANE (entreprise Belouzed) : « Nous avons fait démarrer cette usine. Au bout de sept mois on n'était pas encore payés. Le directeur, NEKDID Djaffar, a licencié tous les anciens pour embaucher des nouveaux à 7.500 par mois... Les inspecteurs du travail sont corrompus »...

Oran : une grève générale se prépare dans la commune d'Oran pour protester contre le statut de la fonction publique et contre les agissements du Maire, de la ville, M. Benali, qui considère le personnel administratif comme ses employés personnels.

Grève chez Michelin à Hussein-Dey — tentative de conciliation du ministère du travail !

Les ouvriers de la Sté de l'Ouenza, au port de Annaba, se sont mis en grève le vingt-septième jour du mois de Carême. Leurs revendications portaient sur une augmentation de salaires. La direction les a rejetées et elle a même refusé de faire des avances sur les salaires afin que les ouvriers puissent faire face aux dépenses de l'Aid.

L'arrêt du travail fut total et le préfet dû convoquer les délégués de la société ainsi que les délégués syndicaux dont il condamna l'action. Les travailleurs furent menacés de licenciement, la direction se proposant d'embaucher d'autres ouvriers : les 220 travailleurs ont dû reprendre le travail sans que leurs revendications soient satisfaites.

Grève générale dans la Sté de l'Air-Liquide (société étatisée) à Oran.

Grève à l'entreprise Saadi de Constantine à cause de retards dans le paiement de leurs salaires.

de ce texte confirment le véritable visage du régime actuel : analysant d'une manière superficielle le rôle des syndicats en pays capitalistes (dont l'U.G.T.A. serait l'héritière et la fidèle copie), le F.L.N. lui oppose une conception d'un syndicalisme spécifique « conforme à notre dynamique révolutionnaire » (sic).

En fait, l'intention véritable du parti du F.L.N. est de substituer aux unions locales, lieu de rassemblement et de discussion des travailleurs algériens, les fédérations professionnelles. — Le centre de décisions, en ce qui concerne les questions économiques et professionnelles de la corporation, ne peut être encore que celui de la Fédération nationale » (p. 78).

La classe ouvrière algérienne est numériquement assez faible : ses syndicats peuvent difficilement être très massifs. Il est donc naturel qu'ils cherchent à renforcer leur action, à se donner une cohésion meilleure en se rassemblant sur le plan de la localité (et aussi de la région) qui sont, en Algérie, des unités économiques et sociales essentielles. Dans les unions locales ainsi formées, l'ensemble des travailleurs peut bénéficier de l'apport des secteurs les plus avancés ; ils peuvent discuter de la totalité des problèmes

posés à l'ensemble des travailleurs, quelle que soit leur profession. Ils acquièrent ainsi une conscience de classe, une conscience politique. Les unions locales sont ainsi, même dans les périodes les moins favorables, des centres de résistance et de prise de conscience prolétarienne. Elles ont été, dans certains cas, à la tête du mouvement de contestation de la tutelle du F.L.N. Elles peuvent devenir, lorsqu'éclateront de grandes luttes, de véritables centres de dualité de pouvoir, opposés à l'Etat et à toutes les organisations au service des exploités. C'est pour cette raison que leur existence est insupportable au régime actuel.

Les fédérations professionnelles, quant à elles, jouent, dans les circonstances actuelles, un rôle tout à fait différent. Centralisées par définition, elles se prêtent beaucoup mieux à l'installation d'une structure de permanents, véritable bureaucratie qui peut contrôler aisément. Le parti du F.L.N. doit d'ailleurs leur un statut de permanence : les membres du secrétariat de la fédération : — La question du détachement des permanents, qui était très difficile ou impossible auparavant, est une chose normale dans une Algérie révolutionnaire et socialiste » (p. 83). Les cadres

extraits de la déclaration du P.R.S (29-10-68)

LE SYNDICALISME CAPORALISE

Depuis 1962, l'U.G.T.A. est la cible de attaques du pouvoir à travers ses milits sans cesse emprisonnés et réemprisonnés à travers ses congrès caporalisés. dernière manifestation de cette hostilité été le coup de force du F.L.N. contre le syndicat, déclenché en octobre 1968 dont les derniers remous sont la liquidation des unions locales et régionales (d celle de SKIKDA).

QUE VISE LE POUVOIR ?

Par la corruption, l'intimidation et les parachutages, les dirigeants veulent faire de l'U.G.T.A. une organisation croupion du F.L.N. chargée seulement d'encadrer les travailleurs pour en faire une masse de manœuvre docile et à bon marché : l'interdiction du droit de grève, l'interdiction de toute organisation autonome des travailleurs mettant ceux-ci à la merci du pouvoir et de ses valets.

POURQUOI LES TRAVAILLEURS SONT-ILS L'OBJET DE CES ATTAQUES ?

La réponse est évidente pour quiconque tente d'analyser la nature réelle de l'Etat algérien.

QUI DETIENT LE POUVOIR EN ALGERIE ?

Une nouvelle bourgeoisie issue de la bureaucratie du F.L.N.-G.P.R.A. et des promotions Lacoste et Soustelle qui s'est emparée de l'appareil colonial et l'a consolidé à son profit.

L'ancienne bourgeoisie tierrenne qui, par son alliance avec les nouveaux maîtres reprend peu à peu sa place un instant compromise et contribue, par son action, à remettre de jour en jour la réforme agraire.

Une foule d'affairistes et d'arrivistes de tous poils ; anciens ministres du G.P.R.A. ; notables et personnalités promues mandataires ou représentants de grandes firmes étrangères.

Un tel pouvoir est l'ennemi irréductible des travailleurs. Son action vise à leur enlever toute possibilité de défendre leurs intérêts pour préserver ceux de la classe dominante. C'est ce qui explique la lutte menée contre toute forme d'organisation des masses laborieuses (syndicat, autogestion).

Le coup de force du F.L.N. (représentant authentique des intérêts de la bourgeoisie au pouvoir) n'est donc, en fait, qu'un aspect de la lutte menée par les classes dirigeantes exploiteuses contre les masses laborieuses exploitées.

QU'ILS DOIVENT FAIRE LES TRAVAILLEURS ?

Pour défendre leurs droits, pour contribuer à l'avènement d'une société plus juste ?

Ils doivent opposer à l'action de la classe dirigeante l'action des classes

exploitées et, en particulier, de la classe ouvrière.

QUEL EST LE CADRE DE CETTE ACTION ?

C'est le syndicat dont le but est, par l'éducation et l'organisation des travailleurs, de les rendre aptes à s'émanciper eux-mêmes. Il est donc nécessaire, aujourd'hui, de dépasser les luttes d'appareil et les querelles de personnes (qui sont le voile derrière lequel le F.L.N. cache ses intentions véritables) pour défendre résolument cet acquis de tous les mouvements ouvriers du monde : le syndicalisme.

COMMENT DEFENDRE LE SYNDICAT ?

Le F.L.N. va, par le truchement d'un congrès préfabriqué, imposer sa loi aux travailleurs. Ceux-ci doivent faire entendre leur voix à toutes les occasions et, en particulier :

- en s'opposant à l'élection - des hommes de main de Kaid Ahmed dans les organismes syndicaux ;
- en n'accordant leur confiance qu'aux militants syndicalistes qui, par leur passé consacré à la défense des ouvriers, ont fait leurs preuves ;
- en imposant un - retour à la base - authentique, fondé sur l'agitation et l'explication menées au sein des travailleurs, pour développer leur niveau de conscience, renforcer leur détermination et les préparer ainsi à la lutte contre les exploités ; car le combat sera de longue haleine et ne pourra pas être remporté par des luttes d'appareil et des luttes de clans.

Le PARTI DE LA REVOLUTION SOCIALISTE est convaincu que ce combat ne peut triompher que si les travailleurs sont armés politiquement et idéologiquement pour prendre en main leur propre destin.

Ceci suppose d'une part : le renforcement de l'agitation syndicale et le développement de la conscience des travailleurs et, d'autre part, et simultanément, le dégagement de militants qui constitueront le noyau du Parti d'avant-garde des travailleurs dont le rôle sera d'orienter les luttes concrètes dans le sens de la révolution socialiste. Le P.R.S. s'est donné pour tâche de contribuer à la naissance de ce parti d'avant-garde et il attire l'attention de tous les militants socialistes sur l'importance du combat syndical dans l'éducation de la classe ouvrière et la réalisation de la révolution socialiste. Il nous faut nous mobiliser aujourd'hui :

- Pour la défense du syndicalisme algérien !
- Pour l'intensification de l'agitation et l'explication à la base !
- Pour contribuer à la naissance du Parti d'Avant-Garde des Travailleurs Algériens !

Algérie - Février 1969

La Politique Economique

Est-il bien vrai que l'Algérie va s'industrialiser ? Est-il possible, aujourd'hui, qu'un pays pris dans le marché capitaliste mondial avec plus de 3 millions de chômeurs, 800.000 émigrés, une population analphabète à 90 %, un taux de scolarisation de 48 %, une économie caractérisée à la fois par une chute de la production et un accroissement de la population de l'ordre de 3 % par an, qui consacre enfin la presque totalité de son budget à l'entretien d'une armée de 120.000 hommes et d'une administration pléthorique, peut s'engager, sans la participation du peuple, dans la voie d'une industrialisation « intensive », uniquement en décidant de dépenser mille milliards d'anciens francs en trois ans ?

Le pouvoir d'Alger a publié de nombreux documents à ce sujet (entre autres, le plan triennal 69-72). Il a fourni de nombreux détails sur sa politique d'industrialisation **encore qu'il se garde bien de nous fournir des indications sur l'origine des capitaux qui seront investis.**

Le pouvoir table sur l'absence d'informations et de statistiques sérieuses pour entretenir une mystification qui fait croire à bon nombre d'Algériens que le pays va s'industrialiser et que, de la sorte, il pourra résoudre tous ses problèmes.

Cette « fièvre » d'industrialisation qui s'est emparée du pouvoir constitue-t-elle la solution des problèmes de l'Algérie ?

L'agriculture connaît les plus graves difficultés : paysans sans terre, érosion des sols, déficit alimentaire, réforme agraire toujours repoussée... la politique économique du pouvoir y apporte-t-elle une réponse ? Cette industrie produira quoi et pour qui ? Résorbera-t-elle le chômage ? A qui profitera-t-elle ?

COMMENT POSER LE PROBLEME ?

Il est clair qu'un pays non-industrialisé est un pays sous-développé. Seule la création d'industries est en mesure de provoquer un accroissement substantiel de la production nationale et de fournir du travail aux grandes masses laborieuses. C'est pourquoi l'objectif d'industrialisation est un objectif fondamental dans la lutte contre le sous-développement dans un pays comme l'Algérie.

Aussi faut-il étudier ce problème avec soin et ne pas se contenter d'en rester aux apparences. En effet, si l'industrialisation d'un pays est le meilleur moyen de garantir son indépendance, elle peut, quand les conditions de sa réalisation et son contenu n'ont pas été clairement définies, devenir le meilleur moyen de son asservissement. Sur ce point, de nombreux exemples nous sont donnés par l'histoire : rappelons, simplement le cas de l'Amérique Latine où l'impérialisme américain, réalisant l'industrialisation à son profit, a fait de ce continent sa succursale économique et politique.

Pour être clair, il faut, d'emblée, exclure ce que l'on appelle les industries extractives, car, dans les pays sous-développés, elles se soldent par un pillage pur et simple des ressources énergétiques et minières. La conséquence en est, non pas le développement du pays, mais, un appauvrissement continu.

D'une façon générale, un pays industrialisé se distingue d'un pays sous-développé par le fait que le premier importe des matières premières, des ressources énergétiques et exporte des produits finis, tandis que le second importe des produits finis et exporte des matières premières. Donc, un pays sous-développé — qui augmente ses exportations de ressources naturelles brutes — aggrave son sous-développement et perpétue son exploitation.

Par ailleurs, il est nécessaire d'écartier toutes les industries dites lourdes (1) et qui ne sont, en réalité, que des moyens accroissant le pillage des ressources naturelles : gazoducs, oléoducs, industries de conditionnement des matières premières (liquéfaction du gaz).

Une industrialisation bien conçue doit répondre à plusieurs objectifs, entre autres :

- transformer les ressources naturelles sur le territoire national ;
- créer des emplois ;
- répondre aux besoins de l'agriculture, de l'infrastructure nationale.

LE CONTEXTE MONDIAL ET LA POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE D'ETAT ALGERIENNE

L'évolution des structures industrielles des pays capitalistes avancés a amené l'impérialisme à redéfinir une nouvelle spécialisation des

pays sous-développés. Ainsi, certaines industries non rentables dans les pays développés sont transférées aux pays sous-développés où les coûts de production sont relativement bas (proximité des sources de matières premières, abondance d'une main-d'œuvre à bon marché, charges sociales pratiquement inexistantes, etc.). C'est pour quoi on attribue à tel ou tel pays sous-développé la possibilité d'édifier un complexe sidérurgique ou pétrolier... Dans ce cas, cette industrialisation est voulue et tolérée par l'impérialisme car, loin de le gêner, elle favorise l'accroissement de ses bénéfices et la baisse de ses charges. Ce type d'industrialisation, pour le pays sous-développé, entraîne la paupérisation des masses et l'augmentation de l'armée industrielle de réserve (chômeurs) en accroissant les inégalités ; il s'accompagne, en même temps, de l'émergence d'une couche de super-privilegiés qui profitent de cette industrialisation et dont la tâche est de maintenir l'ordre, grâce à une puissante armée et une administration pléthorique, parasitaire qui joue un rôle de surveillance.

Comme tout pays sous-développé, l'Algérie n'échappe pas à la règle du jeu et on assiste, depuis l'indépendance, à l'établissement d'un système économique-politique de type néo-colonial.

L'analyse de la politique économique du pouvoir — en particulier depuis quelques années — confirme notre assertion. En effet, aujourd'hui, on peut affirmer que les choix en matière économique, n'ont jamais été aussi précis. Rappelons quelques documents officiels qui illustrent les vues du régime : discours (2) de Ghazali, P.D.G. de la SONATRACH, à la Conférence de Rome des pays méditerranéens ; plan triennal 66-69 ; le texte sur les « Principes directeurs de l'autogestion », publié par le F.L.N. en avril 1968 et, enfin, le plan triennal 69-72 qui prévoit un programme d'investissement de 3.500 millions de D.A. par an...

C'est principalement la bourgeoisie bureaucratique qui est l'inspiratrice de la stratégie gouvernementale en matière de développement économique. Pour elle, le problème revient à accroître la puissance économique de l'Etat dont on veut faire un véritable entrepreneur. Pour atteindre ses buts, cette bourgeoisie utilise deux facteurs essentiels :

- l'exploitation à grande échelle des richesses du sous-sol saharien,
- l'apport de capitaux étrangers qui se placent, dans le pays, au sein de sociétés commerciales qui se qualifient de « nationale » ou « d'économie mixte ».

Grâce à cette opération, la bourgeoisie d'Etat espère tirer des revenus substantiels qui assoieront sa puissance politique. Il lui faut, par conséquent, négocier et traiter avec l'impérialisme qui, seul, peut

lui venir en aide dans sa tâche. C'est ainsi qu'on assiste aux marchandages, aux voyages officiels, aux multiples transactions, aux signatures d'accords — financiers et autres — que les hauts fonctionnaires du ministère de l'Industrie établissent sur les grandes places financières du monde capitaliste ou révisionniste.

La SONATRACH (Société Nationale de Transports et de Commercialisation des Hydrocarbures) est l'instrument type dont se sert la bourgeoisie bureaucratique pour couvrir ses transactions avec les banques et les grands trusts mondiaux. Avec la garantie de l'Etat, la SONATRACH emprunte d'énormes capitaux ou s'associe avec des bailleurs de fonds étrangers pour exploiter le pétrole et le gaz algériens. En réalité, c'est une société commerciale qui ne présente aucune entité ni indépendance économique et financière. Son capital social est lui-même disparate et se retrouve, pour partie, dans une association à la SN-REPA de 50 %, à la CAMEL : 20 %, à la Raffinerie d'Alger : 56 %... du capital-social de ces sociétés.

Les capitaux proprement algériens étant inexistantes, la SONATRACH recourt, pour accroître son capital, à des paiements en nature qu'elle effectue aux sociétés étrangères avec lesquelles elle traite (livraisons de pétrole brut, concessions de permis de recherche...). Avec l'aide des capitaux étrangers, la SONATRACH a créé d'autres sociétés qui jouent, vis-à-vis d'elle, le rôle de filiales : telle l'ALFOR, (Sté de Forage, dont 49 % du capital social est strictement américain ; cette société a été créée en 1966 à l'aide des prêts d'une banque de Dallas (U.S.A.), la SOUTH EASTERN DRILLING CY) et la Sté VAREL-AFRIQUE, déjà prévus dans le plan de Constantine, qui a été créée grâce aux capitaux de la VAREL MANUFACTURE de Dallas ; (elle doit fournir de l'outillage pétrolier pour toute la Méditerranée ; 65 % de son capital-social est détenu par cette même banque américaine).

Rappelons enfin que la construction du 3^e oléoduc Haoud El Hamra / Arzew nécessite un emprunt des banques britanniques (18.500.000 livres sterling, soit 25 milliards d'Anciens Francs) et koweïtiennes (7,5 millions Dinars koweïtiens, soit un peu plus de 10 milliards d'A.F.) pour sa première tranche et un emprunt auprès des deux plus grandes banques américaines : la Banque OF AMERICA et la MANUFACTURY HANOVER TRUST, d'un montant de près de 75 milliards d'A.F., pour sa seconde tranche. Signalons, d'autre part, l'accord signé avec l'américain Getty ainsi que tous les accords portant sur la fourniture de matériel de forage avec les Russes. La liste est très longue et montre à quel point la pénétration impérialiste en Algérie est grande.

e du Pouvoir

L'appareil d'Etat apparait, ici, comme le moyen dont se sert la bourgeoisie bureaucratique pour faire ses affaires. La SONATRACH, par sa politique, procède à un endettement de l'Algérie vis-à-vis de l'étranger, car c'est bien l'Etat algérien qui cautionne et garantit les emprunts.

INVESTIR DE L'ARGENT POUR GAGNER DE L'ARGENT :

Le problème revient donc, pour la bourgeoisie bureaucratique, à créer des sociétés dites nationales mais qui, en fait, sont à forte participation étrangère en capital, afin de se procurer d'énormes dividendes. Il s'agit, par conséquent, d'implanter de grosses unités de production industrielle obéissant aux critères de la rentabilité maximum. Voici, à titre d'illustration, un exemple de

calculs auxquels les services économiques de la SONATRACH se livrent (« Prospectus SONATRACH 68 ») pour estimer les « effets économiques » qui doivent résulter d'un investissement :

Gazoduc d'Hassi-R'Mel/Skikda :

— Investissement : (en millions de D.A.) : 2.200.

(dont dépenses en Algérie) : 500.

— Effets économiques : de l'exportation du gaz vers l'Europe (cumulé en 10 ans) :

— Salaires payés en Algérie : 200

— Revenu net cumulé : 800.

— Amortissements (net de remboursement d'emprunt) : 350.

— Impôts et taxes : 700.

TOTAL : 2.050.

Capital propre : 450.

Total des effets (millions de D.A.) 1.600.

En vérité, ce tableau trahit à plusieurs égards la politique de la

L'Etat s'oppose à la bourgeoisie d'Etat. Son analyse révèle que :

1) Ce sont bien des capitalistes étrangers qui investissent dans notre pays à leur profit exclusif puisque plus des trois-quarts des crédits (1.700 millions de D.A.) sont dépensés hors d'Algérie, c'est-à-dire au bénéfice des firmes étrangères.

2) Les « effets économiques » que l'on attend de cet investissement proviennent exclusivement du pillage du gaz naturel. Le texte le dit clairement : « Effets économiques de l'exportation du gaz vers l'Europe cumulé en 10 ans ».

3) Financièrement, l'opération se solde principalement par des distributions de revenus et des prélèvements fiscaux — ce qui montre bien le rôle de relais, de commis qui joue la bourgeoisie bureaucratique vis-à-vis de l'impérialisme dans l'exploitation de l'Algérie.

Par conséquent, le critère qui préside au choix des investissements est celui de la *maximisation du profit*. Dans ce but, toutes les recettes du calcul économétrique sont utilisées par les « technocrates mathématiciens » du ministère de l'Industrie aidés, en cela, par des conseillers étrangers. Leur souci majeur est d'assurer une efficacité maximum aux prévisions économiques.

Cependant, ces mêmes technocrates se gardent bien d'évaluer un tout autre aspect des choses (par exemple, les résultats économiques qui se traduisent, durant une dizaine d'années, sur l'activité productive des pays riches qui absorbent près de 95 % de la production énergétique de l'Algérie). L'exportation d'énormes quantités de richesses, faite en dépit de tout souci de « conservation », menace d'épuiser à court terme les réserves énergétiques du pays. Au rythme actuel de production, près de 40 millions de tonnes, qui sera bientôt portée à 50 millions de tonnes et compte tenu des estimations les plus optimistes « l'espérance de vie » du pétrole algérien ne dépasse guère une douzaine d'années.

Tous ces faits n'entrent pas en ligne de compte et ne constituent pas des données pour les calculs des technocrates et ne sont nullement pris en considération par la bourgeoisie d'Etat, puisque le but est de s'enrichir immédiatement et rapidement quelles qu'en soient les conséquences pour le pays et les générations futures. Ils s'arrogent, ainsi, le droit de disposer, de la façon la plus primitive qui soit, des richesses qui sont le bien de tout un peuple. C'est donc à une dilapidation et à un gaspillage éhonté du patrimoine national qu'on assiste sous couvert de politique d'industrialisation, d'industrie lourde, de décollage de l'économie, etc.

Le Plan 69-72 est la manifestation achevée de ce gaspillage. Il est prévu de dépenser 3.500 millions de D.A. par an pour construire un gazoduc (Hassi-R'mel/Skikda), un oléoduc (Mesdar/Skikda) et une usine de liquéfaction de gaz naturel à Skikda (la plus grande et la plus moderne du monde et dont le coût s'élève à 750 millions de D.A.). A Arzew, seront installés une raffinerie de pétrole et un complexe d'amoniac. Quant à Annaba, le complexe sidérurgique — en chantier depuis déjà une dizaine d'années — devrait livrer, dès cette année, (avec déjà une année de retard sur les prévisions) ses premières tonnes d'acier pour le marché russe.

L'Etat s'oppose à la bourgeoisie d'Etat. Son analyse révèle que :

Tout ceci n'est, bien entendu, qu'à l'état de projet à réaliser. Or, nous savons très bien, qu'en Algérie, des obstacles de toutes sortes : techniques, bancaires, douaniers, administratifs en un mot, bureaucratiques, se dressent pour freiner, souvent pour de nombreuses années (cas de Annaba), la réalisation de ces projets, voire, même, leur annulation pure et simple.

L'engorgement des grands ports d'Algérie en marchandises importées par les sociétés nationales, nous donne une idée du peu d'empressement que manifeste la bourgeoisie bureaucratique à réaliser ses propres projets et le gaspillage inouï qui résulte d'une gestion scandaleuse (3).

On devine alors que son souci n'est pas de mettre à exécution les constructions projetées mais, simplement, de s'assurer que les transactions commerciales ou financières avec l'étranger sont réellement effectuées. En effet, l'essentiel est d'encaisser les « pots de vins » et peu importe si l'usine doit encore demander du temps pour être construite ou que le matériel reste en souffrance sur les quais du port d'Alger six mois ou un an.

Là, apparaît le caractère parasitaire, l'appétit strictement pécuniaire des bourgeoisies bureaucratiques des pays sous-développés. Tout ce qui est entrepris est envisagé dans une optique spéculative. Il s'établit un type de structure économique qui repose uniquement sur la circulation des marchandises et qui donne aux activités du pays un caractère essentiellement commercial (mercantilisme ou économie de comptoirs). On se préoccupe donc d'investir de l'argent pour gagner encore plus d'argent et ce, de préférence, en choisissant le chemin le plus facile et le plus court.

LES INCIDENCES ECONOMIQUES DE CETTE POLITIQUE

Revenons à l'analyse strictement économique de la politique d'industrialisation du pouvoir.

La plupart des unités industrielles projetées requièrent d'énormes capitaux qui proviennent, nécessairement, de l'étranger. La bourgeoisie bureaucratique n'éprouve, là, aucune difficulté, puisqu'une des raisons d'être de l'impérialisme est d'exporter, justement, des capitaux vers des pays et des branches industrielles qui lui assurent de hauts taux de profits — c'est-à-dire vers les pays sous-développés et la branche des hydrocarbures.

Depuis la seconde guerre mondiale, plus de 60 % des investissements américains à l'étranger ont porté, principalement, sur le pétrole et le gaz. De fabuleux bénéfices reviennent, à ces grands capitalistes, de leurs placements dans les pays sous-développés.

La bourgeoisie d'Etat algérienne sert donc de relai aux capitalistes étrangers qui sont, en dernier ressort, les bénéficiaires exclusifs d'une telle politique. Par ailleurs, ces grandes unités industrielles créent peu d'emplois. La CAMEL a demandé une dépense de 42 milliards pour créer 210 emplois. (Capitaux américains, français, etc.)



des millions de bras inutiles



la politique économique du pouvoir aggrave la misère et consolide base économique de la nouvelle bourgeoisie

qui sont les ennemis publics?

La presse dite nationale se déchaine : chaque jour, elle appelle le peuple à sévir contre ses ennemis.



les enfants ?

Selon *Algérie-Actualité* du 9 février 1969, ce sont « les enfants qui sont les plus grands ennemis de la capitale » et ils seraient un « cancer qui ronge nos cités ».

Non, les enfants algériens ne sont pas de véritables cancers, ils sont les victimes d'un ordre social pourri, d'un pouvoir qui les jette dans la rue dès leur plus jeune âge. Une moitié — ou plus — des enfants sont non scolarisés. Les autres le sont à

moitié et dans des conditions tellement déplorables que leurs parents finissent par les retirer.

Les enfants algériens veulent des écoles, des centres de formation professionnelle, ils veulent des maisons de jeunes, des activités culturelles et sportives. Ils ne veulent pas être de futurs chômeurs analphabètes et déclassés.

Ceux qui détruisent le pays, ce ne sont pas les enfants, mais ceux qui pillent notre patrimoine national et condamnent les futures générations à la misère et à l'ignorance.

les mendiants et les cirEURS ?

D'après l'éditorial d'El Moudjahid du 14 février, « trop souvent, — et le tort n'en est que plus grand — on se plaît à croire que ces fléaux (la mendicité et les enfants cirEURS) sont directement liés au sous-emploi... Les mendiants et les cirEURS sont, en vérité, des cas sociaux dans toute l'acceptation du terme, des cas qu'il est erroné de rapprocher du chômage ».

Dans la rubrique « Alger en 24 heures » du même numéro, l'auteur de l'article « trop de mendiants à Alger »

organise littéralement la chasse aux mendiants et aux cirEURS car « il faut que la capitale retrouve son bel aspect de ville-cité sérieuse et il faut donc se pencher sur toutes ces personnes qui ont trouvé un moyen d'existence vraiment facile ».

Ainsi, on veut nous faire croire que s'il y a des gens qui tendent la main pour recevoir une pièce c'est par vice, c'est parce qu'ils aiment s'humilier et qu'ils sont des faibles (argument des colonialis-

tes). Les Algériens qui mendient, ce sont presque toujours des pères et des mères de famille, des travailleurs sans travail qui s'avilissent pour pouvoir rapporter un morceau de pain à leurs enfants.

Les gosses qui crient les beaux-souliers - des - messieurs - des - beaux-quartiers sont, le plus souvent, des soutiens de famille qui ont bien plus de mérite que de nombreux éditorialistes en mal de copie. Et, s'ils font ce « métier », c'est parce qu'on ne leur offre rien d'autre !

les marchands ambulants ?



Ce sont les marchands ambulants qui sont la cible des numéros des 11, 12, 13 et 14 février de El Moudjahid. Ils sont dénoncés comme étant des dangers publics « pour la vie en société », des transporteurs de microbes (et pourquoi pas eux-mêmes des virus ?). Les citoyens vigilants sont mis en garde et on leur demande « de comprendre qu'il n'est pas dans leur intérêt d'acheter des marchandises qui ne sont soumises à aucune surveillance de la part des services sanitaires ».

les prostituées ?

Mais la plaie de notre société, ce sont les prostituées. Dans un article très sérieux, *Algérie-Actualité* du 9 février, « étudie » ce grave problème. Pour lui, les motivations de la prostitution sont d'ordre psychologique et la solution est de revenir à une stricte éducation islamique car « avant de violer la loi, les adolescents violent les usages et les coutumes ».

je ne sais rien faire ». Que l'on se souvienne que la Havane ou Shanghai étaient, avant la révolution, des endroits où la prostitution battait tous les records. Si l'on veut lutter efficacement contre la corruption, que l'on aille donc faire un tour dans les lieux de plaisirs de la capitale hantés par les plus hautes personnalités du pays.

Il ne faut pourtant pas étudier longtemps pour comprendre que la prostitution est une conséquence directe de la situation misérable des classes déshéritées et de la présence dans les centres urbains d'une classe de riches oisifs qui trouvent des objets de plaisir facile dans la corruption de fillettes jetées dans la rue par un chômage des plus atroces. « Je ne peux pas changer de métier,

Les voilà donc, pour la presse algérienne, les ennemis du peuple : enfants et adolescents, mendiants et cirEURS, marchands ambulants et jeunes filles sans ressources, condamnées à la prostitution... Ils ont tous un point commun : ils sont les victimes d'une politique économique de classes qui défavorise les déshérités et les condamne à la misère et au chômage. Les vrais ennemis du peuple, ce sont ceux qui sont responsables de cette politique, ce sont ceux qui nous gouvernent.

Les journalistes qui veulent assainir le pays, ne peuvent plus ignorer maintenant à qui il faut s'en prendre !

QUARTIERS LIVRES

AUX ENFANTS



Ce sont les plus grands ennemis de la capitale...

— ALGERIE-ACTUALITE — Semaine du 9 au 15 février 1969

La vérité c'est que les pressions des mandataires qui dominent les marchés des légumes ont amené le pouvoir à prendre les décisions pour interdire la vente ambulante. C'est aussi l'appât du gain puisque, dorénavant, ceux qui voudront continuer devront louer des places au marché et payer des taxes ! Avec quel argent quand on sait que la plupart d'entre eux sont des chômeurs qui se débrouillent comme ils peuvent ?

★ NIGHT CLUB EL DJAMILA ★

— LA MADRAGUE —

De l'ambiance tous les soirs
avec le sensationnel orchestre

« LES HAMDANIS » (ex-Audrey)

Tous les dimanches : MATINÉE D'ANDANTE

A PARTIR DE 12 HEURES

TEL 56.02.03

soit 200 millions pour un emploi.

De même, l'usine d'amoniak d'Arzew coûtera environ 30 milliards d'A.F. pour procurer 400 emplois dont 200 de techniciens et cadres nécessairement étrangers ; les 200 emplois restant aux Algériens auront donc demandé un investissement de 30 milliards d'A.F. !... Des dizaines de milliards pour créer quelques dizaines d'emplois... voilà la logique de la politique économique du pouvoir !... Comment, dans ces conditions, peu-on procurer du travail aux 3 ou 4 millions de chômeurs ?

Cela nous amène à constater d'une part, que cette voie de développement est sans issue pour un pays sous-développé, disposant d'une importante masse de main-d'œuvre inemployée et, d'autre part, que la nature capitaliste de l'Etat algérien interdit à la bourgeoisie bureaucratique d'envisager l'autre direction de développement qui fait de la mobilisation des travailleurs, la base du développement.

C'est par la participation et l'adhésion consciente de l'homme — « ce capital le plus précieux » à l'édification d'une Société où l'on abolit l'exploitation de l'homme par l'homme, que des pays comme la Chine, le Vietnam, la Corée du Nord ont édifié une économie au service de leur peuple et mis en échec, de surcroît, toutes velléités de domination impérialiste. Les taux de croissance de leur économie sont reconnus, mondialement, comme étant les passant, de loin ceux réalisés par les pays capitalistes évolués alors que ces derniers continuent à puiser d'énormes richesses dans les pays sous-développés.

Ces grandes unités économiques favorisent, en même temps, la pénétration impérialiste dans notre pays, et accroissent sa dépendance vis-à-vis de l'étranger à la fois au niveau des cadres (assistance technique) et des débouchés. En effet, la plupart de leurs productions sont hors de proportion avec les besoins du marché intérieur et devront, nécessairement, être écoulées sur les marchés extérieurs (exemple : l'acier de la sidérurgie de Annaba sera absorbé, dans sa presque totalité, par le marché russe. De même que plus de 50 % de la production d'amoniak, fabriqué à Arzew, devra être exportée).

La propagande officielle tend à faire croire qu'une industrie qui n'exporte pas n'est pas viable, puisqu'elle n'entre pas en compétition sur le marché mondial.

La politique économique du Pouvoir prétend consacrer cette compétitivité par le biais de ces grandes unités industrielles. En fait, cette ambition est tout à fait grotesque et absurde, dès lors que ces unités portent sur le traitement des ressources énergétiques et de quelques produits de base dont la détermination des prix relève de la structure du marché mondial et de la stratégie propre des monopoles capitalistes mondiaux en cette matière. Ce sont là des conditions qui s'imposent à l'Algérie du fait de sa domination par l'impérialisme. Il est donc clair qu'elle ne peut aspirer au contrôle d'aucune donnée en matière de prix de vente du pétrole, du gaz ou de l'acier. Par ailleurs, la compétitivité s'entend, généralement, non pas pour des produits primaires mais, surtout, pour des produits manufacturés et finis. C'est un stade auquel n'accèdent que peu de nations développées.

Rappelons-nous uniquement les dures luttes qui ont opposé de grandes puissances industrielles comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou le Japon, pour le contrôle des marchés d'écoulement de leurs marchandises depuis un siècle. A partir de ce moment, on ne peut imaginer qu'un pays comme l'Algérie, dépourvu d'industries de type développé, passe au stade de la compétition internationale.

En conclusion, indépendamment de la triple dépendance dans laquelle est mise l'Algérie : au niveau des capitaux, des techniciens, des débouchés, la politique d'industrialisation de la bourgeoisie bureaucratique algérienne, loin de susciter ou d'activer un marché intérieur par une production répondant aux besoins des algériens, accroît, bien au contraire, le sous-développement de toute la partie traditionnelle de l'économie en accentuant les déséquilibres structurels et régionaux de l'économie algérienne.

C'est autour de points comme Alger, Oran, Annaba, Skikda se situant sur le littoral, donc dans une région déjà relativement développée, que vont se concentrer encore la plupart des nouvelles unités industrielles. Il n'en résultera, par conséquent, aucun effet d'entraînement sur l'économie du pays, et cela accentuera la pauvreté de tout le secteur traditionnel.

L'ALGERIE, PAYS EN VOIE DE SOUS-DEVELOPPEMENT

Sept ans après son « émancipation politique », l'Algérie, hier colonie, est devenue, aujourd'hui, une néo-colonie. Elle constitue, pour les trusts internationaux, un vaste territoire nanti d'importantes réserves de matières premières et d'une main-d'œuvre abondante dans lesquelles ils puisent ce qui leur est nécessaire à vil prix, s'assurant, ainsi, des avantages décisifs dans la concurrence internationale.

Essayons de voir, approximativement, ce que cette politique économique rapporte à l'impérialisme. D'abord, l'Algérie est amenée à payer, durant de longues années, les intérêts des emprunts de capitaux qu'elle a contracté à l'étranger, de même qu'il lui faudra déboursier des dividendes pour les capitaux qui se sont investis sur son territoire : le tout étant empoché par les capitalistes étrangers. Pour sa part, l'Union Soviétique se fait payer les intérêts de ses prêts par des prélèvements en nature. Ainsi, elle emporte 500.000 tonnes de pétrole, (alors qu'elle est grande pro-

ductrice de cette ressource) du vin, et d'autres produits.

Les balances de paiement de pays comme l'Egypte, l'Inde, l'Irak ou les pays d'Amérique Latine nous éclairent sur l'endettement de ces pays vis-à-vis des pays développés.

Pour accroître encore leurs profits, de façon plus considérable, les capitalistes étrangers disposent de moyens et de tactiques appropriées. Ainsi, lorsque les firmes étrangères implantées dans un pays sous-développé se heurtent à des législations restrictives concernant les transferts de revenus de leurs capitaux, elles s'arrangent pour que leurs bénéfices fassent surface ailleurs que dans les pays d'investissements : en abaissant le prix des exportations des matières premières pour les sociétés-mères ou en élevant les prix des pièces de montage ou des matières incorporées dans leurs productions et reçues des mêmes sociétés-mères. Elles ont recours également à d'autres procédés, en particulier quand elles accroissent indûment leurs dépenses de fonctionnement ou quand elles augmentent exagérément les postes d'amortissement et de réserves de leur comptabilité. Cela leur permet d'une part d'exporter plus de revenus et, d'autre part, d'échapper à l'imposition fiscale.

Il y a lieu de noter le comportement économique de ces grandes unités industrielles édifiées avec les capitalistes étrangers. Elles refusent généralement, d'utiliser les possibilités économiques locales, préférant importer tout ce dont elles ont besoin de la société-mère. De même qu'elles refusent de prendre en charge toute formation professionnelle sérieuse de la main-d'œuvre autochtone. Enfin, soulignons que toutes les valeurs ajoutées aux matières premières — du fait de la transformation dans les pays développés — échappent totalement aux pays sous-développés ainsi que les plus-values dégagées par l'emploi de la main-d'œuvre émigrée.

Pour conclure, signalons les recettes de transports maritimes des marchandises des pays du Tiers-Monde, effectuées par les navires des pays capitalistes évolués qui détiennent le monopole du trafic maritime. Ces revenus vont au profit exclusif des armateurs capitalistes.

L'Algérie vit encore sous l'égide de ce « monopole de pavillon » et paie pour le frêt de ses marchandises environ 15 % du montant de ses ventes et achats.

CONCLUSION

La politique d'industrialisation du pouvoir mène, comme on le voit, à une solution connue de tout le monde : c'est la solution latino-américaine qui, après un siècle de ce type d'industrialisation, a abouti à faire des pays de ce continent des pays super-industrialisés mais de plus en plus sous-développés. Là, l'industrie n'est qu'une enclave étrangère, totalement intégrée au marché mondial où le grand capital dicte sa loi et est sans aucun lien avec les besoins nationaux, si bien qu'on pourrait installer, hors d'Algérie, toutes les sociétés nationales, que la situation du pays n'en serait pas du tout modifiée. On voit bien, alors, qu'il suffit de gratter le socialisme de Kaïd Ahmed, Boumedienne et consort pour trouver le néo-colonialisme exploiteur et oppresseur des peuples.

L'indépendance politique, en définitive, n'a bénéficié qu'à une poignée de privilégiés et de nantis, constituée de bourgeois d'Etat, de propriétaires fonciers et d'affairistes, qui se sont enrichis aux dépens de la majorité du peuple algérien. Cette structure sociale est le résultat de la mise en œuvre d'une stratégie néo-coloniale habile qui a su tirer profit des faiblesses et des contradictions d'un mouvement de libération nationale à idéologie strictement nationaliste du type F.L.N. de guerre.

C'est en pactisant avec l'impérialisme que les classes dominantes algériennes ont assis leur puissance économique. Grâce à l'appareil d'Etat légué par la colonisation dont elles se sont emparées, elles ne cessent de consolider, d'élargir leur domination et d'étendre leur hégémonie à tous les degrés de la vie nationale. Sûre de ses capacités économiques, la bourgeoisie algérienne, aujourd'hui, est en quête d'une stabilité politique et sociale, considérée comme la garantie de son maintien au pouvoir. C'est pour cela qu'elle use d'instruments tels que : l'exploitation de la religion, le folklore national, le retour aux sources et la recherche d'un passé...

Quant aux masses laborieuses et déshéritées qui souffrent de l'exploitation et de la misère, leur situation, aujourd'hui, est grave et ne cesse de se détériorer, c'est pourquoi il devient urgent pour elles de se doter d'une ferme conscience de classe et d'un parti d'avant-garde révolutionnaire, capable de défendre leurs intérêts de classe opprimée, d'orienter et d'animer leurs propres luttes.

1) On appelle généralement industrie lourde les industries qui se consacrent à la production des moyens de production (matériel d'équipement, machines-outils, etc.).

Ce discours a été préparé par un expert étranger.

2) Actuellement, le port d'Alger est complètement asphyxié et risque d'être boycotté. Un volume de près de 50.000 tonnes de marchandises, appartenant à la S.N.S., la SONATRACH et l'ONACO est entassé au port. Des denrées périssables ont pourri sur les quais et dans les entrepôts. Les dégâts sont considérables.



EDITION SPECIALE ALGERIE

FORMAT REDUIT

FAIRE CIRCULER

L'homme est le capital le plus précieux



Dans l'espoir de susciter que que enthousiasme, le pouvoir mène une grande campagne sur le thème du service national.

Bien que l'on ne dispose pas, pour le moment, de beaucoup de détails sur les modalités pratiques de son application, on peut déjà faire quelques remarques et expliquer à quoi correspond cette opération.

Le pouvoir exploite un sentiment très répandu chez les Algériens — dont on connaît le profond anti-militarisme — selon lequel il est préférable d'instaurer un « service militaire obligatoire » plutôt que de supporter l'existence d'une armée de métier.

En apparence, le pouvoir semble donc répondre à un vœu de notre peuple. En apparence seulement, car il y a une grande différence entre le service national tel qu'il est conçu par nos dirigeants et le service militaire obligatoire tel qu'il est appliqué dans un certain nombre de pays.

Depuis plusieurs années, l'A.N.P. fait tout son possible pour embrigader dans ses rangs, les jeunes gens — surtout ceux qui ont un certain niveau d'instruction. Comme nous l'avons déjà souligné à maintes reprises, cela correspond à une volonté bien précise de faire de l'A.N.P., un

propres cadres, ses techniciens, ses étudiants, ses élèves. Il s'agit, en quelque sorte, de concurrencer l'enseignement normal en offrant aux jeunes gens, la possibilité de s'engager dans l'armée pour achever leurs études. Les critères de recrutement sont d'ailleurs fixés de telle manière que le niveau requis soit inférieur — à qualification égale — à celui qui est exigé dans l'enseignement de l'Etat.

Pendant, malgré les nombreuses affiches, les placards dans les journaux, les tracts, les appels à la radio, les films publicitaires et même les tournées de propagande dans les villes et villages de voitures-radio... Cette politique n'a pas eu de résultats constants : la plupart des jeunes préférant chômer ou émigrer plutôt que de se laisser enrégimenter.

A la faveur de la guerre du Moyen-Orient, le pouvoir a intensifié sa propagande et quelques jeunes (notamment des étudiants) ont pu se rendre compte « de visu », de ce qui les attendait et les résultats devenaient de plus en plus maigres. Alors, le pouvoir a changé son fusil d'épaule et il en est arrivé à l'idée du service national.

une armée docile

A travers cette idée, se matérialise l'un des rêves les plus tenaces de tous les Etats bureaucratiques :



du pareil au même

disposer d'une force d'intervention compétente et susceptible d'obéir à toutes les directives sans poser de problèmes politiques, conditions loin d'être réalisées dans une A.N.P. hétérogène, tant du point de vue de l'origine de ses membres que de celui de la qualité de leur formation. En effet, à côté des officiers et sous-officiers, recrutés depuis 1962 et formés dans les écoles militaires (ou tout simplement dans l'armée française) subsistaient les rescapés des maquis, officiers, sous-officiers et djounoud formés sur le tas, se considérant comme des militants en armes et surtout préoccupés par les questions politiques. Anciens moudjahidine revendicatifs, « indisciplinés », populistes, coexistaient difficilement avec des jeunes technocrates, professant l'apolitisme et mettant au-dessus de tout la discipline.

une armée homogène

Une politique discrète, mais résolue, menée depuis de nombreuses années, par le secrétariat du ministère de la défense (1) a eu pour conséquence l'élimination progressive des anciens des maquis. Ceux qui occupaient de hautes responsabilités ont connu des sorts divers : liquidés physiquement — comme Chaabani ou Saïd Abid, mis sur la touche comme Zbiri, Mohand Ould Hadji ou, tout simplement, recasés dans des affaires, dans des ambassades ou des ministères. Quant à ceux qui occupent encore un commandement, leur rôle est pratiquement honorifique ; les responsabi-

SERVICE NATIONAL

RECRUTEMENT DES JEUNES GENS DU SEXE MASQUIN
DES 17 JUILLET 1963 AU 31 DECEMBRE 1963

La réalisation des dispositions de l'ordonnance n° 68-82 du 14 mai 1968, le « service national » a été décidé par le gouvernement algérien.

PREMIER CONTINGENT DU SERVICE NATIONAL

Les jeunes gens de leur naissance âgés de 17 ans révolus au 1er janvier 1963, c'est-à-dire nés au cours du 2^e semestre de l'année 1945 (du 1^{er} juillet 1945 - 31 décembre 1945) sont tenus de se faire connaître.

A cette fin, ils doivent se présenter au service national, sans aucune excuse, à la date indiquée ci-dessous, au lieu de leur domicile habituel, avant le 1^{er} janvier 1968, sous le sceau des obligations de moralité, de discipline, de respect et de civilité.

Lieu de formation : le service national, sans aucune excuse, à la date indiquée ci-dessous, au lieu de leur domicile habituel, avant le 1^{er} janvier 1968, sous le sceau des obligations de moralité, de discipline, de respect et de civilité.

Le service national est un service obligatoire pour tous les jeunes gens du sexe masculin, âgés de 17 ans révolus au 1^{er} janvier 1963, nés au cours du 2^e semestre de l'année 1945 (du 1^{er} juillet 1945 - 31 décembre 1945).

Le service national est un service obligatoire pour tous les jeunes gens du sexe masculin, âgés de 17 ans révolus au 1^{er} janvier 1963, nés au cours du 2^e semestre de l'année 1945 (du 1^{er} juillet 1945 - 31 décembre 1945).

Le service national est un service obligatoire pour tous les jeunes gens du sexe masculin, âgés de 17 ans révolus au 1^{er} janvier 1963, nés au cours du 2^e semestre de l'année 1945 (du 1^{er} juillet 1945 - 31 décembre 1945).

Le service national est un service obligatoire pour tous les jeunes gens du sexe masculin, âgés de 17 ans révolus au 1^{er} janvier 1963, nés au cours du 2^e semestre de l'année 1945 (du 1^{er} juillet 1945 - 31 décembre 1945).

lités réelles se trouvant entre les mains des techniciens qui leur sont adjoints (on se rappelle que pendant la rébellion de Zbiri, le ministère de la défense s'adressa directement aux adjoints sans passer par les responsables de région).

Service national : solution au chômage ! Arrondissement de Merouana : sur 300 jeunes de 19 ans qui y sont recensés, 5 seulement occupent un emploi !

Pour ce qui concerne les djounoud, ils ont été éliminés de différentes manières : recasement dans les comités de gestion (gardiens), dans les coopératives d'anciens moudjahidine, dans les administrations (plantons, chaouch) et les industries (la loi oblige les entreprises à en incorporer un certain pourcentage, même si les effectifs sont déjà complets), licences d'exploitation de taxis et de cafés (on parle actuellement de créer des licences de kiosques à tabac) enfin, les plus jeunes sont poussés à émigrer, puisque l'O.N.A.M.O. (Office National de la Main-d'Œuvre) leur accorde la priorité pour l'obtention des cartes. Quand il n'y a pas d'autres solutions, ils reçoivent purement et simplement une pension — comme en témoigne l'augmentation régulière du budget du ministère des anciens moudjahidine.

Il faut donc se rendre à l'évidence : c'est une politique délibérée qui vise à la reconversion totale de l'armée pour en éliminer les éléments dangereux (ceux qui avaient encore des illusions égalitaristes).

Certains observateurs sont quelquefois étonnés par ce qu'ils appellent la discrétion de l'armée dans un pays où existe un régime militaire. Cela tient à deux raisons : d'une part, la haine du peuple pour l'uniforme et, d'autre part, le fait que l'armée n'est pas encore l'instrument docile et apolitique dont la bureaucratie d'Etat a besoin. Il faut cependant souligner que, malgré la diversité de leur formation, les nouveaux cadres de l'armée présentent une certaine homogénéité : la coopération militaire avec l'Union Soviétique et avec la France (2) marche bien et de nombreux stagiaires sont en cours de formation ou de recyclage.

la jeunesse rentabilisée

Le terme de cette politique était donc, tout naturellement, l'instauration du Service National qui présente un triple avantage pour le pouvoir :

- 1° Il semble en apparence répondre aux vœux de la nation ;
- 2° Par le biais du service national, l'A.N.P. disposera donc de troupes (3) jeunes, qu'elle pourra endoctriner à sa guise et qui seront tenues à la stricte discipline de toutes les armées classiques ;
- 3° Enfin et surtout, le service national sera le moyen, pour le pouvoir, d'étendre son contrôle aux cadres, aux jeunes techniciens, aux éléments formés qui manifestent des réticences et qui tolèrent de moins en moins le côté autoritaire de l'Etat et du Parti. Il s'agira donc de briser leur volonté et de leur imposer des services qu'ils n'auraient pas acceptés autrement.

60.000 jeunes travaillant avec une faible rémunération rapportent de 300 à 400 millions de DA par an.

En effet, ce que la bureaucratie d'Etat recherche, c'est pouvoir disposer à sa guise des gens — surtout quand ils ont une compétence — et aux moindres frais. Il n'y a qu'à se remémorer l'attitude des sociétés nationales par exemple à l'égard des travailleurs : elles n'admettent pas la discussion.

Ainsi donc, par le service national le pouvoir entend « caporaliser » une jeunesse dont l'indépendance et le refus de toute tutelle, ne manquent pas de l'inquiéter (Kaid Ahmed en a tristement fait l'expérience avec la J.F.L.N.).

On ne peut s'empêcher de lier ce problème à celui encore tout brûlant de la domestication de l'U.G.T.A. et de la dissolution des Unions locales d'Alger (4). Le pouvoir n'admet pas la contradiction et il s'enhardit dans ses initiatives. Aussi, il est risible de constater que ceux qui se prétendent progressistes appuient cette politique et font naïvement semblant de croire qu'avec la mobilisation de jeunes recrues, un travail politique pourra être fait au sein de l'armée. Les décisions récentes montrent bien — s'il en était besoin — que le pouvoir a l'intention de procéder à une sélection et il est à parier que l'élément populaire ne sera pas très largement représenté (5).

La logomachie révolutionnaire de Boumediène, Kaid et consorts ne doit pas nous faire oublier que le service national n'est pas un moyen de développer le pays, mais de faire marcher à la baguette notre jeunesse. C'est la possibilité pour l'Etat de mobiliser de force n'importe qui, pour n'importe quelle tâche ! Il était même question, dans les textes initiaux, de mobiliser les jeunes filles ; une vive réaction des parents a fait reculer provisoirement le pouvoir sur ce point, mais il est certain que ce qu'il cherchait, c'était la possibilité d'imposer aux jeunes filles ayant des diplômes ou une technicité, un travail au-dessous de son prix réel. Car il y a un aspect financier du problème : grâce au service national, la bureaucratie de l'Etat algérien entend bien réaliser de sérieuses économies par l'exploitation forcée des jeunes et, en cela, elle est fidèle à son principe, austerité et privations pour le peuple, luxe et dépenses incontrôlées pour les dirigeants.

La véritable mobilisation

Une véritable mobilisation des masses est basée sur l'enthousiasme, l'adhésion à une idéologie révolutionnaire, le soutien effectif et total au pouvoir et, enfin, l'auto-organisation et la démocratie de masse ; autant de conditions politiques qui n'existent pas — et pour cause — en Algérie. La mobilisation des jeunes à Cuba ou en Chine, exclut l'existence d'une armée classique de casernes et suppose, par contre, que le peuple soit en armes, c'est-à-dire qu'il existe des milices de travailleurs, ouvriers et paysans, rattachées aux structures démocratiques de base.

Nous voyons bien que nous sommes loin de ces conditions en Algérie. Il faut donc, dès à présent, être conscient des dangers et se préparer à défendre chèrement nos libertés, si nous ne voulons pas que de jour en jour, le régime de l'Algérie se transforme en un régime fasciste.

(1) Le commandant Chabou, secrétaire général de ce ministère, est président de la commission nationale du service national.

(2) Voir le « Monde » du 14 avril 1968.

(3) L'A.N.P. ne prendra que les troupes, puisqu'elle a ses propres cadres !

(4) Il est question de faire construire des logements par le Génie militaire. Selon certains bruits, cette décision aurait été prise parce que, de cette façon, il n'y aurait plus de problèmes avec les ouvriers.

(5) Parions que les protections jouiront à plein dans la sélection.



Mussolini

Après avoir étudié la naissance du régime fasciste en Italie, le Larousse donne quelques détails sur son fonctionnement : « Le régime est fondé sur le culte de l'obéissance et du chef du parti... qui est également chef du gouvernement. Il s'appuie sur le parti unique, chargé de la propagande, de la défense du régime auquel il fournit des miliciens ».

« Sa propagande promet de mettre fin aux maux dont souffrent les diverses catégories de mécontents à l'aide de promesses vagues, imprécises, parfois contradictoires, mais qui, toutes, écartent la perspective d'un bouleversement social » (hist. gén. des Civilisations, tome VII, p. 190).

« Le régime repose également sur le culte de l'Etat italien, continuateur de l'Empire romain ». On reconnaît, ici, une des caractéristiques de tous les Etats fascistes : le culte d'un passé de grandeur, meilleur paravent contre le progrès.

Le régime fasciste s'occupe « de l'encadrement de la jeunesse dans des organisations uniques de style militaire, soit de garçons, soit de jeunes filles... ».

On y constate aussi « le contrôle de la presse par le parti et de nombreuses manifestations de style théâtral ». Grands mouvements de foules, discours enflammés et démagogiques, culte de la force, du courage, nationalisme exacerbé, croyance à l'invincibilité de l'armée... Sur le plan spirituel, le fascisme s'appuie sur l'Eglise...

Le résultat c'est que « la masse des italiens, terrorisés, se tait. Quant à ceux qui se permettent une contre-propagande..., souterraine... la police politique les dépiste et les traduit devant le tribunal spécial ». Mais « au total, le fascisme est essentiellement un mouvement réactionnaire et anti-ouvrier, fondé sur le mythe de la destruction de la lutte des classes, ses premiers actes par lesquels il désarme les ouvriers et les place dans un état d'infériorité irrémédiable en face du patronat, étant la destruction des partis et des syndicats... La doctrine totalitaire,

« Le socialisme, qui est l'option de base de l'Algérie, est un socialisme où toutes les catégories sociales, toutes les énergies, toutes les potentialités, tous les courants d'esprit trouvent à s'insérer ». [Editorial d'Algérie-Actualité].

mélange de « phraséologie révolutionnaire et d'idées petites bourgeoises », développée dans une « atmosphère de demi culture » envisage la vie comme un conflit perpétuel. Le parti est une milice civile au service de la nation en état de guerre, d'abord pour combattre ceux qui étouffent la volonté de la nation et ensuite pour défendre et

LE FASCISME

accroître le pouvoir du peuple... Il ne peut y avoir de droits individuels opposés aux besoins de l'Etat auquel l'individu est complètement subordonné » (hist. gén. des Civilisations, tome VII, p. 192).

« Le Parti sera, désormais, l'œil de la Nation, partout le reflet de la vigilance populaire ». (Kaid Ahmed).

vidu est complètement subordonné » (hist. gén. des Civilisations, tome VII, p. 192).

Cet aspect ressort parfaitement dans la Charte du travail de 1927 en Italie.

Dans son préambule, elle affirme : « La conception fondamentale de la doctrine fasciste est celle de l'Etat-peuple. Elle substitue à la notion de l'Etat, simple expression du pouvoir politique, celle de communauté nationale ».

« On prétend tenir compte de l'intérêt de toutes les classes. Une autorité supérieure - celle de l'Etat national - doit veiller sur ces intérêts différents et les maintenir en harmonie (Mussolini : tout dans l'Etat, rien en dehors de l'Etat, rien contre l'Etat.) ».

« Quand l'intérêt général est en jeu, les syndicats ne devront pas lésiner sur les mesures à prendre, même si elles heurtent les intérêts immédiats de groupes ou catégories ». (F.L.N., projet analytique).

« L'organisation de la production constitue un intérêt supérieur de l'Etat auquel tous les intérêts individuels doivent se subordonner. Par ailleurs, l'Etat incarnant la nation, la production constitue aussi un intérêt national ».

« L'Etat algérien est une république démocratique nationale qui exprime l'intérêt du peuple tout entier ». (F.L.N., projet analytique, p. 60.)

Aussi donc, on arrive à l'interdiction de la grève, considérée « comme un crime contre l'économie nationale » et à la destruction des syndicats ouvriers qui sont remplacés par des syndicats fascistes, directement contrôlés par le parti et dont les « chefs offraient des garanties de loyalisme ». Le syndicat

« Hier comme aujourd'hui, l'U.G.T.A. n'a qu'un programme à défendre, celui du F.L.N. ». (Révolution Africaine).

fasciste évolue vers le corporatisme, c'est-à-dire que sa base est professionnelle : tous les membres d'un métier, quelles que soient leurs spécialisations



s'y retrouvent. En ce sens, il s'oppose au syndicalisme. Des fédérations professionnelles sont formées et des cotisations sont imposées à tous les travailleurs.

« ...En d'autres termes, les travailleurs syndiqués dans l'U.G.T.A. ne doivent plus représenter une force disparate et isolée dans le monde du travail. De nouvelles potentialités sont nécessaires pour dégager une avant-garde syndicale éprouvée et authentiquement représentative de tous les travailleurs où qu'ils soient, médecins, pharmaciens, enseignants, fellahs, ouvriers, commerçants, taxieurs, artisans, etc... » (Moudjahid du 10 février 1969).

« Le jour où 50 % des forces productives seront présentes dans le syndicat, nous pourrions dire que nous nous acheminons vers un grand syndicat ».

Qu'en est-il de la politique économique de l'Etat fasciste ? « Au service des banquiers, industriels, grands propriétaires et bénéficiaires de l'appui moral de la petite-bourgeoisie qui lui fournit des cadres », le fascisme mène une politique de prestige. « Mais les grandes réalisations de l'Etat n'apportent aucun profit aux travailleurs et, après l'inflation provoquée par la multiplication des fonctionnaires, c'est la crise générale, la baisse des salaires, le chômage partiel ou total de la moitié des hommes... ».

« La législation agraire n'a pas touché à la grande propriété foncière ». Son objectif a été de consolider la propriété parcelaire en attachant le paysan à la terre. « Mise en valeur complète, mais peu rentable, des ressources du sous-sol... essor de la production de succédanés mais au profit des grandes entreprises par le système d'attribution de crédits aux seules entreprises solvables ».

Cette politique provoque la faillite de nombreux artisans. En fait, « l'Etat fasciste a rendu au capitalisme le service de le débarrasser des critiques et de le dérober aux regards en le masquant sous la figure de l'intérêt national ». « En fait, le grand capitalisme domine l'Etat, de protégé, il est devenu protecteur ».

Ainsi donc, on voit bien que le régime fasciste a été un moyen de domestication des organisations ouvrières qui a permis au capitalisme de se développer en toute quiétude. L'Etat qui, soi-disant, représentait le peuple n'était, en fait, qu'un instrument aux mains d'une oligarchie de capitalistes.

D'après le Grand Larousse Encyclopédique, l'histoire générale des civilisations, tome VII, l'histoire du mouvement ouvrier de Dolléans tome III.

NOUVELLES EN VRAC D'ALGERIE

UN BOURGEOIS COMPRADORE

Il s'appelle Amara Belkacem. Il est très influent et très connu, au moins de réputation, car il est âgé de 85 ans et ne quitte pratiquement jamais Ain-Beida où il possède quelques fermes et un fonds de commerce important. Son fils, Amara Amar, Hadj depuis un an, est une personnalité. Membre ou président d'un grand nombre d'organisations nationales : président de la Chambre de commerce d'Annaba, président du Croissant Rouge, membre du Tribunal de commerce, de la Commission départementale économique et sociale, de la jeune Chambre économique d'Alger, il est aussi président du syndicat des grossistes en alimentation générale. Il possède des magasins de gros à Ain-Beida, La Calle, Souk-Ahras, Tebessa. A Annaba, ce sont quatre magasins en alimentation et deux agences de représentations qu'il a ! Mais cela ne lui suffit pas. L'année dernière, il a amené deux laitiers importants de la ville à s'associer avec lui. Car M. Amara domine aussi plusieurs secteurs du commerce extérieur, notamment celui de l'importation du lait français. Sa protection, efficace on s'en doute, lui permet d'élargir ses affaires. L'association porte le nom prédestiné : « Le lait d'or... » et pour cause, bénéficie net : un million et demi mensuel. Enfin, M. Amara contrôle aussi de nombreux circuits de commercialisation des produits de l'autogestion.

A la tête de chacun des commerces énumérés ci-dessus, on trouvera un Amara... Salah, Tahar, Mohamed, Boudjemaa, Moussa... M. Amara Amar est aussi l'intime des personnes les plus influentes de la région : préfets, responsables du parti et aussi responsables syndicaux.

Des Amara Amar, malheureusement pour nous, il y en a beaucoup en Algérie !

LA PETITE GUERRE DES BOUCHERS CONTINUE

De nombreux petits détaillants ont pris l'habitude d'aller régulièrement passer quelques jours en prison. Motif : ils vendent la viande au-dessus du prix imposé : 9 D.A. pour le kilo de mouton. Ce qu'ils disent : la responsabilité incombe aux pouvoirs publics qui laissent toute liberté aux gros intermédiaires et qui nous écrasent d'impôts exorbitants ». Le résultat, c'est que beaucoup abandonnent le métier et deviennent des chômeurs.

POURQUOI LES CLEMENTINES ALGERIENNES POURRISSENT-ELLES DANS LE PORT DE SKIKDA ?

La presse officielle elle-même dénonce ce crime économique : « des milliers de tonnes de Clémentines, destinées à être vendues sur les marchés extérieurs n'ont pu franchir la Méditerranée... La perte se chiffre en millions de D.A. ». (« Algérie-Actualité » du 26 janvier 1969.)

Les causes sont multiples et elles démontrent d'une façon pratique la parfaite incompétence de la bureaucratie algérienne dont le goût pour le gaspillage et la dilapidation du patrimoine national n'est plus à prouver.

En premier lieu, c'est la désorganisation totale des services de commercialisation : O.N.A.C.O., U.N.C.A.C., O.F.A.L.A.C., etc. qui n'ont rien prévu, ce qui fait que les marchés n'ont pas été conclus à temps et que les clémentines ont pourri. Le retard des Algériens a amené les importateurs à s'approvisionner ailleurs. Mais il faut signaler en outre la mauvaise rotation des navires dont beaucoup restent bloqués des mois dans les ports algériens à cause de l'encombrement occasionné par la Société nationale. A cela s'ajoute un conflit entre la Transat et la C.N.A.N. (Compagnie Nationale Algérienne de Navigation). Cette dernière, qui vient d'acheter un cinquième navire, se plaint des facilités accordées par l'O.N.A.C.O. et l'O.F.A.L.A.C. aux autres compagnies.

Notons enfin le conflit entre la C.O.R.A. et les coopératives d'anciens moudjahidines qui refusent de fournir leurs récoltes et préfèrent les vendre sur pied à des grossistes privés.

La victime de cette situation catastrophique, c'est le secteur autogéré dont on se plaindra, par ailleurs, qu'il ne soit pas rentable... alors que l'on fait tout pour ça !

ACADEMIE BERBERE

Un tract annonçant la création d'une « Académie berbère » a été diffusé à Paris. Une propagande active, menée par certains patrons de cafés, a pour but de créer un particularisme kabyle dans les milieux de l'émigration. Certaines oppositions, n'ayant pas d'arguments politiques pour convaincre les émigrés, font appel à des arguments régionalistes et séparatistes. La politique du pouvoir va dans le même sens, car tout est bon pour diviser les masses populaires.

La langue et la culture berbère font partie du patrimoine de l'Algérie que chaque Algérien doit défendre et développer. Mais, les ouvriers algériens doivent aussi préserver leur unité et faire front contre tous ceux qui utilisent des arguments régionalistes pour opposer les travailleurs des différentes régions d'Algérie les uns aux autres, afin de mieux servir les intérêts de la bourgeoisie et des réactionnaires.

DES HELICOPTERES POUR LES MOUTONS DE M. KAID.

M. Kaïd, Ahmed, ex-ministre des finances, secrétaire général du parti du F.L.N., liquidateur de l'U.G.T.A., est un gros propriétaire terrien et les habitants de la région de Tiaret le savent bien. C'est un gros éleveur de moutons et, à l'approche de l'Aïd El Kébir, ses moutons sont bien gras et bien dodus. Ils sont hors de prix. Prétexte : au moment où les inondations empêchaient le ravitaillement de ses moutons, M. Kaïd a dû utiliser des hélicoptères pour apporter du fourrage à ses moutons.

TOURISME EN ALGERIE

La construction de palaces, de complexes touristiques, sous la direction de l'association Chevalier-Pouillon bat son plein. El Djéïd du 1^{er} novembre 1968 nous signale que des journalistes étrangers sont invités à de splendides séjours touristiques aux frais de la princesse algérienne. Résultats : la publication d'articles élogieux que des journaux algériens se dépêchent de reproduire pour montrer que notre pays est bien considéré dans le reste du monde. On ne comprend pas pourtant pourquoi cette même presse étrangère est mise au pilori dès qu'elle avance des critiques...

DE QUELS MILLIONS S'AGIT-IL ?

« Le responsable du parti a bien dit : « Nos ambitions sont grandes. Le chemin parcouru depuis des mois est énorme. Nous ne sommes plus au stade des groupes qui se battent et se contre-battent. Mais le chemin à parcourir reste long, très long. Nous ne parlons pas aujourd'hui du million acquis dans la poche gauche, parlons des millions à mettre dans la poche droite ». (Kaïd Ahmed cité par « Révolution Africaine » du 15-21 novembre 1968.)

BIENS VACANTS... POUR QUI ?

Tout le monde se rappelle les discours enflammés aussi bien de Ben Bella que de Boumediène qui saluaient le retour au peuple des biens vacants. Il est certain que le mot « peuple » n'a pas le même sens pour tout le monde. En effet, s'il y a retour, ce n'est sûrement pas pour tout le monde : depuis plusieurs années, les plus démunis sont expulsés impitoyablement des logements qu'ils ont pu occuper à la faveur de l'indépendance, alors que les notables, les hauts fonctionnaires, les officiers etc., qui détiennent gratuitement des « biens du peuple » sont bien nombreux.

Maintenant, il y a mieux : le pouvoir a purement et simplement mis en vente immeubles et fonds de commerce. Tout ce beau monde y trouve son compte : l'argent rentre dans les caisses de l'Etat et ceux qui se sont enrichis d'une façon un peu suspecte deviennent des patriotes puisqu'ils investissent... Notons la prolifération de bars, de dancings, de cabarets véritables lieux de débauche qui prennent la place d'anciennes librairies, de musées ou encore de pharmacies.

DETACHEMENTS DE FONDS EN SERIE

Il ne se passe pas de jour sans que la presse locale signale l'arrestation de tel ou tel responsable accusé d'avoir détourné des sommes importantes.

L'affaire de la C.L.O. passe devant les tribunaux. Cette Centrale Laitière d'Oran, que l'on cite comme un modèle d'organisation et de gestion (voir article dans Algérie-Actualité) a été le théâtre, pendant de nombreux mois d'un détournement de fonds dont l' montant réel dépasse largement les 100 millions d'anciens francs. Cette opération qui nécessitait de nombreuses complicités quoi qu'on essaye d'en minimiser l'importance au procès a été menée aux dépens des fils de chouchous auxquels la C.L.O. devait fournir du lait. Des quantités importantes ont été détournées et revendues frauduleusement.

Encore à Oran, c'est aux Verreries d'Alger du Nord que le détournement de 325 millions d'anciens francs a été réalisé (chiffre officiel : 100 millions).

A Bordj-El-Kifan, le régisseur municipal a empoché 15 millions d'anciens francs de loyers... et ainsi de suite.

Pour quelques affaires qui finissent par être connues du public, il n'y a pas de doute qu'il en existe des centaines qui sont étouffées grâce au jeu des influences. Les prisons sont pleines d'anciens responsables malchanceux qui se sont fait attraper ou qui n'étaient pas assez puissants ; mais les rouages du pouvoir sont remplis de responsables plus chanceux et plus puissants et

qui mènent la belle vie avec les fonds qu'ils détournent au vu et au su de tout le monde.

Une nouvelle morale est née : on prend l'argent où on le trouve, sans aucun scrupule et, occuper un poste, c'est le moyen de s'enrichir vite. Chacun se justifie en disant que l'exemple vient d'en haut et qu'il n'y a pas lieu de se gêner.

TOUJOURS LE SCANDALE DU LAIT A ORAN

Depuis les détournements du C.L.O., la distribution du lait se fait très mal dans le département d'Oran, encore plus qu'ailleurs. Quand on sait que la quasi-totalité de ce lait est importée, on voit les nombreux intérêts qui sont en jeu (tous les intermédiaires) et on comprend les âpres luttes d'influence entre les personnalités pour le contrôle de ce lait. Ainsi, Zohair, directeur départemental de l'agriculture d'Oran et le préfet Okbi sont en conflit. Ce dernier, poussé par les gros intermédiaires, veut abaisser le prix du lait (ce qui fait aussi l'affaire des gros producteurs du département) en vue d'éliminer tous les petits revendeurs.

C'est une politique systématique qui consiste à écraser toutes les petites gens au profit des gros !

CAMPAGNE D'ADHESION RE-RE - READHESION

Motion de la fédération du F.L.N. de Kouba du 4 novembre 1968 :

« Déplurent le dédain affiché par certains cadres de la nation à l'égard de cette campagne.

S'étonnent que la majorité des élus de l'A.P.C. pourtant présentés par le parti restent à l'écart.

Regrettent le peu d'intérêt que la presse écrite et parlée accorde à la campagne réadhésion-adhésion. »

« Rappelent aux anciens militants et en particulier aux jeunes que les portes du parti demeurent grandes ouvertes. » (« El Moudjahid », 8-11-1968.)

CAMPAGNE DE L'ARBRE : DE BEN BELLA A BOUMEDIENNE RIEN N'A CHANGE !

Le reboisement et la défense du sol algérien sont une affaire sérieuse : ils demandent un effort de tous les jours et non des kermesses bruyantes au cours desquelles des responsables en mal de publicité viennent se faire photographier avec un plant symbolique !

Il faudrait peut-être rappeler que notre pays perd chaque année 40.000 hectares à cause de l'érosion !

MORALE REVOLUTIONNAIRE : — SELON KAID AHMED —

Ceux qui travaillent et gagnent durement leur pain à la sueur de leur front sont des égoïstes lorsqu'ils réclament leur dû.

Ceux qui puisent dans les caisses de l'Etat et dilapident le patrimoine national sont des révolutionnaires...

— L'usine de moteurs de Constantine a déjà son P.D.G. : Akrouf, homme de confiance de Abdesslam. Il sera assisté techniquement par CHRYSLER.

— Des statistiques récentes signalent qu'il existe en France 20.000 commerçants algériens possédant un capital de plus de 500 milliards d'anciens francs.